

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

**ENSEMBLE DU QUÉBEC
ET RÉGIONS**

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

ENSEMBLE DU QUÉBEC

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 ENSEMBLE DU QUÉBEC

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

8 774 participants dont 8528 individus distincts		
Sexe	<i>N</i>	<i>%</i>
Femmes	3 578	42,0%
Hommes	4 950	58,0%
Âge		
Moins de 21 ans	7 223	84,7%
De 21 à 24 ans	1 305	15,3%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	1 270	35,2%
Inférieure au secondaire V	2 693	74,5%
Secondaire V et plus	920	25,5%
Situation familiale		
Personnes seules	8 013	94,0%
Chefs de familles avec enfants	300	3,5%
Type de résidence		
Locataires, HLM	2 374	27,8%
Chambre, pension	2 772	32,5%
Résident chez un parent	3 167	37,1%
Origine		
Nés au Canada	7 964	93,4%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 42,4 % du total ou 3 613 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans l'ensemble du Québec

Parmi les 7 792 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour trois jeunes sur dix (29,5 %)** puisqu'en octobre 2002, 2 298 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **le tiers des jeunes (32,4 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 3 546 participations réparties comme suit :

- 898 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (25,3 %) dont 497 à la Formation générale au secondaire et 161 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 386 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (10,9 %) dont 192 dans les Entreprises d'insertion;
- 292 participations à la mesure *Subventions salariales* (8,2 %) dont 138 dans des Entreprises privées et 137 dans des Organismes communautaires;
- 1 517 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (42,8 %);
- 453 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (12,8 %).

Ainsi, le quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 1 286 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (60,6 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 507 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont 47 avec des revenus de travail et 260 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 345 de ces 507 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Pour l'ensemble du Québec, le taux de mise en mouvement est de 91,1 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans l'ensemble du Québec

8 774 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (58,0 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de huit fois sur dix (84,7 %);
- près de trois jeunes sur quatre (74,5 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (94,0 %);
- 300 *chefs de familles avec enfants* (3,5 %) dont 203 *monoparentales* (2,4 %);
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur trois (37,1 %);
- des jeunes *nés au Canada* dans la plupart des cas (93,4 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	<i>N</i>	<i>%</i>
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	7 792	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	2 298	29,5%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	2 521	32,4%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	3 546	100,0%
- Mesure de formation	898	25,3%
- Projets de préparation pour l'emploi	386	10,9%
- Subventions salariales	292	8,2%
- Activités et services d'aide à l'emploi	1 517	42,8%
- Autres mesures ou activités	453	12,8%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 313 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	<i>N</i>	<i>%</i>
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	1 286	100,0%
Au 18^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	779	60,6%
Sont prestataires avec des revenus de travail	47	3,7%
Sont en participation avec Emploi-Québec	260	20,2%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	345	26,8%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	1 086	84,4%
Au cours des 18 mois	1 171	91,1%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE ENSEMBLE DU QUÉBEC¹

❖ *Profil des jeunes*

Les jeunes ont quitté l'école avant d'obtenir leur diplôme d'études secondaires pour la majorité; plusieurs avaient connu des difficultés d'apprentissage ou d'adaptation. De nombreux jeunes de Solidarité jeunesse possèdent des expériences de travail, mais ces expériences sont de courte durée et dans des emplois non spécialisés (entrées et sorties fréquentes du marché de l'emploi).

Les dossiers des jeunes et les différents rapports sur Solidarité jeunesse indiquent que plusieurs d'entre eux présentent, à divers degrés, les problèmes suivants : manque d'estime de soi, démêlés avec la justice (probation, détention, procès), problèmes économiques (endettement important), tensions ou violence familiale, toxicomanie, activités criminelles ou illicites (violence, trafic de stupéfiants, vol et recel, fraude, travail au noir), habitudes de vie malsaines (nutrition, tabagisme), problèmes de logement (sans domicile fixe, conditions insalubres), isolement, grossesse sans soutien. Certains ont fréquenté durant des périodes plus ou moins longues le réseau de protection de la jeunesse.

D'autres jeunes par contre ne vivent pas de problèmes personnels importants. Ils sont souvent plus scolarisés et diplômés et se présentent à Solidarité jeunesse avec un projet de carrière mieux défini. Ils sont davantage représentés parmi les plus âgés (21-24 ans).

❖ *Objectifs poursuivis*

Les objectifs visés au départ sont de deux ordres : l'emploi ou le retour aux études. Une partie des jeunes s'attendait à ce que le projet les aide à reprendre les études, étant conscients que leur niveau de formation actuel ne leur permet pas d'obtenir un emploi intéressant. Pour d'autres, c'est l'emploi qui est visé dans l'immédiat. Les objectifs du projet relatifs à l'aide apportée dans la recherche d'un emploi intéressant ou d'une formation pour acquérir des qualifications constituent donc les principaux motifs pour accepter de participer à Solidarité jeunesse. Les intervenants mentionnent cependant que plusieurs jeunes ont de la difficulté à se projeter dans l'avenir et n'ont pas de projet de vie précis en arrivant à l'organisme. Ils ont souvent besoin de développer leur employabilité préalablement à la recherche d'un emploi ou les études, c'est-à-dire les comportements et attitudes, et pour certains, résoudre leurs problèmes personnels.

❖ *Résultats*

À l'issue de la phase intensive avec l'organisme, de nombreux jeunes (ayant complété ou non leur participation) sont en emploi ou en recherche d'emploi. Certains jeunes semblent avoir délaissé ou reporté leurs projets initiaux de retour aux études pour se tourner vers l'emploi. D'autres jeunes sont aux études au niveau secondaire le plus souvent. Sur le plan de l'autonomie financière, on note que bon nombre de jeunes ne reçoivent pas de prestations d'assistance-emploi après leur passage dans l'organisme, et pour ceux qui sont prestataires, certains d'entre eux sont aux études avec Emploi-Québec ou travaillent à la résolution de problèmes personnels (ex. : santé, logement), et certaines jeunes filles poursuivant leur grossesse dans de meilleures conditions.

À partir des commentaires des jeunes de Solidarité jeunesse et de leurs intervenants, on constate que le projet a permis aux jeunes d'acquérir des connaissances, des habiletés ou encore des attitudes nécessaires pour se trouver un emploi ou pour retourner aux études. Pour plusieurs, il a permis de plus d'acquérir de la maturité et de développer des compétences sur le plan personnel (ex. : estime de soi, relations interpersonnelles). En revanche dans certains cas il est plus difficile de voir des résultats positifs, les difficultés personnelles n'étant pas ou qu'en partie résolues, elles ont resurgi après quelques mois de suivi.

❖ *Bilan*

L'examen des résultats des études d'évaluation, de même que les dossiers des jeunes ayant participé indiquent que, d'une part, la situation des jeunes est fort diversifiée et, d'autre part, pour plusieurs, elle est en mouvance constante. Si pour une partie des jeunes, la situation semble plus stable, l'emploi occupé ou les études entreprises se maintenant au cours de la période de suivi, pour la majorité, le cheminement apparaît discontinu. De nombreux jeunes sont en effet passés, en l'espace de quelques mois, d'une situation à l'autre (ex. : recherche d'emploi, emploi, recherche de logement, déménagement, projet de retour aux études, etc). Il est difficile parfois de déceler un continuum ou une ligne directrice dans ces trajectoires. Tout semble indiquer que ces jeunes, qui semblent avoir fait des acquis personnels importants avec le projet, doivent poursuivre leur cheminement. Pour certains, considérant leur éloignement de départ du marché du travail, la période d'intervention intensive et de suivi apparaît trop courte pour leur permettre de faire un cheminement complet.

¹ Ces informations sont issues de plusieurs sources : portraits régionaux à partir des annexes E, *Évaluation de Solidarité jeunesse. Volet groupes de discussion auprès des participants, Rapports des groupes de discussion*, Johnson & Roy et MESS, août 2001, *Bilan de l'An 1 du projet Solidarité Jeunesse*, Comité aviseur de Solidarité Jeunesse, février 2002, *Rapport d'étape au 31 juillet 2001, Projet Solidarité Jeunesse*, Réseau des Carrefours Jeunesse-emploi du Québec, octobre 2001 et *Solidarité Jeunesse, 1^{er} novembre au 30 avril 2002*, MESS, juillet 2002. Notons que ce portrait fait ressortir des éléments qualitatifs qui permettent de dégager des tendances.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

BAS-SAINT-LAURENT

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 BAS-SAINT-LAURENT

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	419	100,0%
Sexe		
Femmes	178	42,5%
Hommes	241	57,5%
Âge		
Moins de 21 ans	338	80,7%
De 21 à 24 ans	81	19,3%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	91	34,9%
Inférieure au secondaire V	179	68,6%
Secondaire V et plus	82	31,4%
Situation familiale		
Personnes seules	399	95,2%
Chefs de familles avec enfants	4	1,0%
Type de résidence		
Locataires, HLM	120	28,6%
Chambre, pension	128	30,5%
Résident chez un parent	166	39,6%
Origine		
Nés au Canada	415	99,0%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 62,3 % du total ou 261 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région du *Bas-Saint-Laurent*

Parmi les 393 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour trois jeunes sur dix (29,5 %)** puisqu'en octobre 2002, 116 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près de quatre jeunes sur dix (38,2 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,5 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec.** Au total, ils ont réalisé 219 participations réparties comme suit :

- 53 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (24,2 %) dont 28 à la Formation générale au secondaire et huit à la Formation professionnelle au secondaire;
- 16 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (7,3 %) dont dix dans les Jeunes Volontaires;
- 35 participations à la mesure *Subventions salariales* (16,0 %) dont 21 dans des Organismes communautaires et 13 dans des Entreprises privées;
- 91 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (41,6 %);
- 24 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (11,0 %).

Ainsi, près du quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 75 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de trois jeunes sur quatre sont autonomes financièrement (73,3 %).** Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 20 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont trois avec des revenus de travail et 12 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 17 de ces 20 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Pour la région du Bas-Saint-Laurent, le taux de mise en mouvement est de 100,0 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région du *Bas-Saint-Laurent*

419 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (57,5 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* huit fois sur dix (80,7 %);
- près de sept jeunes sur dix (68,6 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (95,2 %);
- quatre *chefs de familles avec enfants* (1,0 %) dont deux *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur trois (39,6 %);
- des jeunes *nés au Canada* (99,0 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	393	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	116	29,5%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	150	38,2%
Nombre moyen de participations	1,5	-
Participations cumulées	219	100,0%
- Mesure de formation	53	24,2%
- Projets de préparation pour l'emploi	16	7,3%
- Subventions salariales	35	16,0%
- Activités et services d'aide à l'emploi	91	41,6%
- Autres mesures ou activités	24	11,0%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 27 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	75	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	55	73,3%
Sont prestataires avec des revenus de travail	3	4,0%
Sont en participation avec Emploi-Québec	12	16,0%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	17	22,7%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	70	93,3%
Au cours des 18 mois	75	100,0%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE BAS-SAINT-LAURENT¹

❖ *Profil des jeunes*

Plusieurs jeunes ont une faible scolarité alors que certains détenaient un diplôme (ex. : DES, DEC). Certains jeunes ont de graves problèmes reliés à leur santé physique tels que de multiples interventions chirurgicales, des maladies qui les empêchent de pouvoir se réaliser pleinement dans leurs activités quotidiennes ou dont les emplois nécessiteraient d'être adaptés à leurs capacités physiques. Quelques jeunes viennent en aide à un parent dont la santé se détériore. Quelques participantes sont enceintes. Comme dans les autres régions, la plupart des jeunes de cette région possèdent quelques expériences de travail se limitant à des emplois précaires, non spécialisés, et de courte durée, comme par exemples ouvrier agricole, gardienne d'enfants, moniteur de terrain de jeux, plongeur, serveur, commis. Selon les dossiers étudiés pour cette région, un petit nombre de jeunes ont été confrontés à des difficultés majeures telles que la toxicomanie, l'incarcération et la délinquance.

❖ *Objectifs poursuivis*

Selon les intervenants, la majorité des objectifs visés lors de la participation au projet pour cette région se regroupent sous deux axes soit le retour aux études et le retour sur le marché du travail. La démarche préconisant le retour aux études vise dans plusieurs cas à terminer une formation de niveau secondaire abandonnée auparavant, à réaliser les préalables utiles pour entreprendre une formation professionnelle ou à entreprendre un programme de formation (DEP). Plusieurs participants ont cependant eu besoin de valider leur choix de carrière avant de poursuivre leurs études. En ce qui a trait à l'intervention pour le retour dans l'immédiat sur le marché du travail, la démarche avec l'organisme vise principalement à développer, au préalable, la confiance et l'estime de soi lors d'interventions en groupe ou individuelle afin notamment d'accroître leur motivation et d'être à même d'effectuer des démarches de recherche d'emploi efficaces. Pour les jeunes plus scolarisés, une prise de connaissance des méthodes et techniques pour la recherche d'emploi apparaît généralement suffisante pour favoriser leur retour en emploi.

❖ *Résultats à court terme*

La région du Bas Saint-Laurent se caractérise par une main-d'œuvre saisonnière qui exerce, notamment, dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'agrotourisme. Selon les dossiers analysés, il ressort qu'au terme de la phase intensive, plusieurs jeunes ont décroché un emploi, et souvent un emploi à temps plein et plusieurs semblent satisfaits de l'emploi qu'ils ont trouvé. Pour d'autres jeunes, le projet leur a permis de faire un choix de carrière, d'entreprendre les cours préalables afin de pouvoir atteindre leur objectif de formation professionnelle.

Pour d'autres enfin, la participation au projet leur a permis de se mettre en recherche active d'emploi sans toutefois aboutir à court terme en emploi. Les démarches d'estime de soi semblent avoir permis d'acquérir suffisamment d'assurance pour être en mesure d'aller porter leur curriculum vitae chez les employeurs, de passer des entrevues. À quelques reprises, il a été possible de voir des participants bénéficier de période de prolongation de la phase intensive du projet, notamment lorsque ces derniers avaient à s'adapter à divers changements survenus dans leur vie personnelle. Dans d'autres cas, le cheminement du participant ne s'est pas traduit par l'intégration sur le marché du travail mais plutôt par l'atteinte d'objectifs intermédiaires dans leur vie personnelle, souvent reliés à leur autonomie individuelle (ex. : emménager dans un appartement) ou la gestion de leur budget (ex. : planifier l'achat d'une voiture).

De nombreux intervenants soulignent leurs difficultés, voir l'impossibilité de suivre certains participants à la suite de leur participation. Les principales raisons sous-jacentes aux difficultés de suivi sont le déménagement, le non-retour d'appel ou le refus d'être suivi.

❖ *Bilan*

Le projet Solidarité Jeunesse a permis à plusieurs jeunes de retourner aux études, de se trouver un emploi ou de se mettre en recherche active d'emploi. Pour d'autres, les résultats se situent davantage sur le plan personnel, en termes d'autonomie et de prise en charge de certaines responsabilités dans leur quotidien.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	465	100,0%
Sexe		
Femmes	181	38,9%
Hommes	284	61,1%
Âge		
Moins de 21 ans	426	91,6%
De 21 à 24 ans	39	8,4%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	70	39,5%
Inférieure au secondaire V	138	78,0%
Secondaire V et plus	39	22,0%
Situation familiale		
Personnes seules	446	95,9%
Chefs de familles avec enfants	10	2,2%
Type de résidence		
Locataires, HLM	99	21,3%
Chambre, pension	149	32,0%
Résident chez un parent	212	45,6%
Origine		
Nés au Canada	460	98,9%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 38,1 % du total ou 177 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:

Dans la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Parmi les 416 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près d'un jeune sur quatre (23,8 %)** puisqu'en octobre 2002, 99 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus du tiers des jeunes (35,1 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 199 participations réparties comme suit :

- 41 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (20,6 %) dont 25 à la Formation générale au secondaire et 11 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 19 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (9,5 %) dont neuf dans les Entreprises d'insertion;
- 19 participations à la mesure *Subventions salariales* (9,5 %) dont 14 dans des Entreprises privées et quatre dans des Organismes communautaires;
- 97 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (48,7 %);
- 23 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (11,6 %).

Ainsi, le cinquième des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 54 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (59,3 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 22 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont deux avec des revenus de travail et 14 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 17 de ces 22 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Pour la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean, le taux de mise en mouvement est de 94,4 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:

Dans la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean

465 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (61,1 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de neuf fois sur dix (91,6 %);
- près de huit jeunes sur dix (78,0 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (95,9 %);
- dix *chefs de familles avec enfants* (2,2 %) dont huit *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près d'une fois sur deux (45,6 %);
- des jeunes *nés au Canada* (98,9 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	416	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	99	23,8%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	146	35,1%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	199	100,0%
- Mesure de formation	41	20,6%
- Projets de préparation pour l'emploi	19	9,5%
- Subventions salariales	19	9,5%
- Activités et services d'aide à l'emploi	97	48,7%
- Autres mesures ou activités	23	11,6%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 13 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	54	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	32	59,3%
Sont prestataires avec des revenus de travail	2	3,7%
Sont en participation avec Emploi-Québec	14	25,9%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	17	31,5%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	48	88,9%
Au cours des 18 mois	51	94,4%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN¹

❖ *Profil des jeunes*

On note que la plupart des jeunes ont un faible niveau de scolarité, quoique certains possèdent un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Quelques-uns ont, pour leur part, complété une année de CEGEP. De plus, l'expérience de travail que la majorité d'entre eux possède est souvent de courte durée et se situe surtout dans des métiers non spécialisés et précaires (camelot, coiffeuse, plongeur, gardienne d'enfants, etc.). Plusieurs jeunes connaissent des difficultés à effectuer des démarches de recherches d'emploi de façon efficace. Enfin, l'absence d'un choix clair au plan professionnel, le manque de motivation, certains problèmes de santé physique (ex. : drogue) et mentale, une grossesse sans soutien, constituent d'autres problèmes qui caractérisent plusieurs jeunes de cette région participant au projet Solidarité Jeunesse.

❖ *Objectifs poursuivis*

Les objectifs poursuivis par la participation au projet sont de plusieurs ordres. La recherche d'un emploi et le maintien dans celui-ci constitue la principale attente des jeunes par rapport au projet. Plusieurs jeunes souhaitent également effectuer un retour aux études que ce soit pour compléter leurs études secondaires ou pour entreprendre un diplôme d'études professionnelles (DEP). Toutefois, avant d'atteindre ces objectifs, certaines personnes souhaitent clarifier leur choix professionnel pour être en mesure de faire un choix judicieux dans leur cheminement professionnel. Les intervenants indiquent que pour d'autres jeunes, il s'agit de résoudre certains problèmes personnels (ex. : justice, agressivité) et de santé (drogue) avant d'entreprendre des démarches. Enfin, certaines des participantes enceintes mentionnent aux intervenants vouloir mener leur grossesse à terme avant d'effectuer des démarches au plan professionnel.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi certains jeunes ont choisi d'effectuer un retour aux études que ce soit pour compléter leur diplôme d'étude secondaire ou pour entreprendre un diplôme d'études professionnelles dans un domaine identifié lors de la phase intensive (ex. : rencontre d'un conseiller d'orientation). Certains d'entre eux bénéficient d'une mesure de formation d'Emploi-Québec alors que quelques-uns reçoivent des prêts et bourses. Pour les jeunes qui ont terminé la phase intensive du projet au printemps, un bon nombre d'entre eux ont ainsi choisi d'effectuer des démarches pour se trouver un emploi d'été avant d'entreprendre leurs études à l'automne. D'autres ont pour leur part décroché un emploi. Comme il s'agit dans bien des cas d'un emploi à temps plein, cela a amené quelques-uns d'entre eux à mettre de côté leur projet de retour aux études. Parmi ceux qui ont un emploi, quelques-uns bénéficient de la mesure subvention salariale d'Emploi-Québec, alors que d'autres sont sur un programme de la Direction des Ressources Humaines Canada (DRHC) d'une durée de 26 semaines. Enfin, certains jeunes effectuent quant à eux des démarches de recherche d'emploi. Les intervenants soulignent que quelques-uns de ces jeunes sont appuyés dans leurs démarches par un SEMO.

❖ *Maintien des résultats*

Selon les données partielles dont nous disposons, il semble que plusieurs jeunes soient toujours en emploi lors de la deuxième et troisième phase de suivi. Bien que certains jeunes mentionnent aux intervenants qu'ils aiment leur travail, plusieurs continuent d'effectuer des démarches de recherche d'emploi pour améliorer leur situation. Dans certains cas, il s'agit d'emploi d'été en attendant de retourner aux études à l'automne. De plus, un certain nombre de jeunes continuaient d'effectuer des démarches de recherche d'emploi avec l'aide du SEMO en attendant de poursuivre leurs études à l'automne. Quelques jeunes qui ont complété une formation mentionnent aux intervenants qu'ils sont fiers de cet accomplissement.

Enfin, plusieurs intervenants soulignent avoir eu de la difficulté à faire le suivi des jeunes ayant participé au projet et ce, pour plusieurs raisons, telles que déménagement (lors de la recherche d'un emploi durant la période d'été), du non-retour d'appels ou du refus par le jeune qu'un suivi soit effectué.

❖ *Bilan*

À l'issue de la première phase de suivi, quoique plusieurs jeunes soient toujours à la recherche d'un emploi, plusieurs ont rencontré leurs objectifs et ont réussi pour les uns à se trouver un emploi, pour les autres, à retourner aux études.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

CAPITALE-NATIONALE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 CAPITALE-NATIONALE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	823	100,0%
Sexe		
Femmes	331	40,2%
Hommes	492	59,8%
Âge		
Moins de 21 ans	716	87,0%
De 21 à 24 ans	107	13,0%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	97	33,4%
Inférieure au secondaire V	202	69,7%
Secondaire V et plus	88	30,3%
Situation familiale		
Personnes seules	770	93,6%
Chefs de familles avec enfants	22	2,7%
Type de résidence		
Locataires, HLM	225	27,3%
Chambre, pension	319	38,8%
Résident chez un parent	253	30,7%
Origine		
Nés au Canada	800	97,2%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 35,2 % du total ou 290 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de la Capitale-Nationale

Parmi les 741 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour trois jeunes sur dix (29,7 %)** puisqu'en octobre 2002, 220 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus de trois jeunes sur dix (34,4 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 356 participations réparties comme suit :

- 102 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (28,7 %) dont 64 à la Formation générale au secondaire et 18 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 80 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (22,5 %) dont 47 dans les Entreprises d'insertion;
- 24 participations à la mesure *Subventions salariales* (6,7 %) dont 10 dans des Entreprises privées et 9 dans des Organismes communautaires;
- 112 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (31,5 %);
- 38 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (10,7 %).

Ainsi, près de trois participations sur dix réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 132 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (59,8 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 53 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont deux avec des revenus de travail et 30 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 36 de ces 53 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de la Capitale-Nationale

823 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (59,8 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* près de neuf fois sur dix (87,0 %);
- près de sept jeunes sur dix (69,7 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- Plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (93,6 %);
- 22 *chefs de familles avec enfants* (2,7 %) dont 11 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* trois fois sur dix (30,7 %);
- presque tous des jeunes *nés au Canada* (97,2 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	741	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	220	29,7%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	255	34,4%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	356	100,0%
- Mesure de formation	102	28,7%
- Projets de préparation pour l'emploi	80	22,5%
- Subventions salariales	24	6,7%
- Activités et services d'aide à l'emploi	112	31,5%
- Autres mesures ou activités	38	10,7%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 34 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	132	100,0%
Au 18^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	79	59,8%
Sont prestataires avec des revenus de travail	2	1,5%
Sont en participation avec Emploi-Québec	30	22,7%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	36	27,3%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	111	84,1%
Au cours des 18 mois	117	88,6%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de la Capitale-Nationale, le taux de mise en mouvement est de 88,6 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE CAPITALE-NATIONALE¹

❖ *Profil des jeunes*

Si certains jeunes ne semblent pas avoir été confrontés à des difficultés particulièrement sérieuses, d'autres ont connu un parcours de vie jalonné de difficultés personnelles et familiales. Tout comme dans les autres régions, les participants possèdent en général quelques expériences de travail mais elles se limitent à des emplois précaires, non spécialisés, et de courte durée, dans lesquels plusieurs ont éprouvé des difficultés à se maintenir. Le recours au projet Solidarité Jeunesse fait souvent suite à la perte d'un emploi.

❖ *Objectifs poursuivis*

Les objectifs poursuivis par la participation au projet sont de plusieurs ordres. Une des premières attentes des participants par rapport au projet est la recherche d'un emploi. Certains jeunes ont déjà des aspirations précises quant au travail. Pour les autres, avant d'atteindre leurs objectifs, les intervenants insistent sur leur besoin d'apprendre à mieux se connaître afin de faire face plus adéquatement à leurs difficultés et au-delà, être plus judicieusement en mesure de faire les bons choix dans leurs cheminements personnel et professionnel. Pour beaucoup de jeunes, la participation à la phase intensive leur permet de se donner des objectifs à plus long terme et d'envisager un retour aux études ou un complément de formation.

❖ *Résultats à court terme*

La clarification des choix et de l'orientation professionnelle constitue probablement un des acquis majeurs du projet Solidarité Jeunesse pour les participants de la région. En effet, les intervenants soulignent cet aspect à de nombreuses reprises. Plus sûrs de leurs choix, les jeunes semblent ainsi motivés, à l'issue de la phase intensive, pour un retour aux études ou par un complément de formation dans le domaine identifié. Le projet semble éveiller chez la majorité d'entre eux, l'intérêt pour un projet concret et l'espoir de trouver un emploi, à terme, dans un domaine qui leur correspond davantage.

Au cours de la phase intensive ou du premier trimestre de suivi, ils sont nombreux à avoir décroché un emploi, et souvent un emploi à temps plein, ce qui constitue pour certains une raison de mise de côté de leurs projets de retour aux études. Ils semblent souvent satisfaits de cet emploi. Le projet a permis de les aider dans leurs démarches de recherche mais surtout, ils ont pu, au cours de leur phase intensive, développer leur employabilité et corriger certaines attitudes nuisibles à leurs démarches (absentéisme, manque de ponctualité, manque de responsabilisation face au travail, etc.).

Pour certains jeunes, il semble également que la participation au projet ait permis de s'engager efficacement dans la résolution de leurs problèmes personnels, qu'il s'agisse de problèmes de motivation, de comportement (attitudes, absentéisme, implication dans le travail ou les études), de problèmes familiaux, de dépendances multiples, de difficultés face à leur rôle de mère ou de père. Des intervenants mentionnent le développement d'attitudes gagnantes face à leur retour aux études ou au travail, leur désir d'investissement dans un véritable projet de vie, l'acquisition d'une meilleure discipline de vie.

❖ *Maintien des résultats*

Si, dans un premier temps, le projet a permis à plusieurs jeunes d'obtenir un emploi ou de résoudre des problèmes personnels, la motivation et la stabilité développées au cours du premier trimestre suivant la phase intensive ont tendance à s'étioler par la suite. Les difficultés personnelles rencontrées par certains jeunes semblent ressurgir, malgré le soutien des intervenants. Plusieurs jeunes sont de nouveau confrontés à des difficultés majeures: alcoolisme, toxicomanie, délinquance.

Pour toutes ces raisons, alors que la première phase de participation s'était avérée positive et avait permis à de nombreux participants d'acquérir une certaine autonomie financière en combinant plusieurs sources de revenus, à l'issue du deuxième ou troisième trimestre, leur situation est parfois redevenue plus précaire et certains se retrouvent à l'assistance-emploi. L'effort investi dans leurs projets n'a pas toujours pu être maintenu, notamment pour ceux qui devaient jumeler études et emploi, et ceci est d'autant plus vrai que la scolarité de départ des participants était de niveau très faible.

Tout comme dans les autres régions, de nombreux intervenants soulignent leurs difficultés à suivre les participants à long terme pour des raisons cause de déménagement ou de non retours d'appel. Les déménagements apparaissent d'ailleurs plus fréquents en périphérie de la région.

❖ *Bilan*

Plusieurs participants travaillent à l'issue de la phase intensive, mais ils semblent éprouver certaines difficultés à maintenir l'équilibre fragile acquis dans un premier temps, que ce soit dans leurs projets de retour aux études ou dans leur maintien en emploi, pour des raisons qui semblent avant tout liées à des problèmes personnels.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

MAURICIE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 MAURICIE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	536	100,0%
Sexe		
Femmes	220	41,0%
Hommes	316	59,0%
Âge		
Moins de 21 ans	492	91,8%
De 21 à 24 ans	44	8,2%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	89	38,0%
Inférieure au secondaire V	172	73,5%
Secondaire V et plus	62	26,5%
Situation familiale		
Personnes seules	524	97,8%
Chefs de familles avec enfants	8	1,5%
Type de résidence		
Locataires, HLM	177	33,0%
Chambre, pension	141	26,3%
Résident chez un parent	214	39,9%
Origine		
Nés au Canada	529	98,7%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 43,7 % du total ou 234 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de la *Mauricie*

Parmi les 514 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près de trois jeunes sur dix (29,0 %)** puisqu'en octobre 2002, 149 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 12 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus de quatre jeunes sur dix (43,8 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,7 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec.** Au total, ils ont réalisé 379 participations réparties comme suit :

- 49 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (12,9 %) dont 15 à la Formation générale au secondaire et 12 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 11 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (2,9 %);
- 33 participations à la mesure *Subventions salariales* (8,7 %); 21 sont dans des Organismes communautaires et 12 dans des Entreprises privées;
- 236 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (62,3 %);
- 50 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (13,2 %).

Ainsi, **plus d'une participation sur dix réalisées par les jeunes est à la mesure de formation.**

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:
 18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 84 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (59,5 %).** Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 34 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont quatre avec des revenus de travail et 18 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 23 de ces 34 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de la *Mauricie*

536 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse . Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (59,0 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de neuf fois sur dix (91,8 %);
- plus de sept jeunes sur dix (73,5 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (97,8 %);
- huit *chefs de familles avec enfants* (1,5 %) dont cinq *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près de quatre fois sur dix (39,9 %);
- des jeunes *nés au Canada* (98,7 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	514	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	149	29,0%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	225	43,8%
Nombre moyen de participations	1,7	-
Participations cumulées	379	100,0%
- Mesure de formation	49	12,9%
- Projets de préparation pour l'emploi	11	2,9%
- Subventions salariales	33	8,7%
- Activités et services d'aide à l'emploi	236	62,3%
- Autres mesures ou activités	50	13,2%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 24 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	84	100,0%
Au 18^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	50	59,5%
Sont prestataires avec des revenus de travail	4	4,8%
Sont en participation avec Emploi-Québec	18	21,4%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	23	27,4%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	72	85,7%
Au cours des 18 mois	77	91,7%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de la Mauricie, le taux de mise en mouvement est de 91,7 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE MAURICIE¹

❖ *Profil des jeunes*

Si la plupart des jeunes ont un faible niveau de scolarité, certains possèdent toutefois un diplôme d'études secondaires (DES), alors que quelques-uns ont complété des sessions au niveau collégial. L'expérience de travail que certains d'entre eux possèdent est souvent de courte durée et se situe, comme pour l'ensemble des régions, dans des métiers non spécialisés et précaires (plongeur, caissier, préposé au ménage, etc.). Enfin, d'autres problèmes caractérisent les jeunes participants soient : le manque d'expériences de travail significatives, le peu d'estime de soi, le manque de confiance en soi, l'affirmation de soi et les problèmes de santé (drogue, alcoolisme).

❖ *Objectifs poursuivis*

Les objectifs poursuivis par la participation au projet sont de plusieurs ordres. Selon les intervenants, l'obtention d'un emploi constitue la principale attente des jeunes par rapport au projet. Plusieurs mentionnent également qu'ils souhaitent effectuer un retour aux études que ce soit pour compléter leurs études secondaires ou pour entreprendre un diplôme d'études professionnelles (DEP). Toutefois, avant d'atteindre ces objectifs, certaines personnes souhaitent clarifier leur choix professionnel pour être en mesure de faire un choix judicieux dans leur cheminement professionnel. D'autres souhaitent résoudre certains problèmes personnels (ex. : justice, agressivité) et de santé (drogue) avant d'entreprendre des démarches. D'autres encore souhaitent améliorer leur connaissance de soi, leur estime de soi, leur autonomie et leur motivation.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi les intervenants soulignent que plusieurs jeunes avaient un emploi. Il s'agissait dans bien des cas d'un emploi à temps plein. Malgré que plusieurs de ces emplois se situent surtout dans des métiers non spécialisés (restauration, club vidéo, caissier) certains jeunes aiment ce qu'ils font et sont contents de leur situation, selon les intervenants. Quelques-uns étaient retournés aux études pour terminer leur cours secondaire par le biais de l'éducation aux adultes. D'autres entreprenaient un diplôme d'études professionnelles (DEP). Quelques-uns dans le cadre de leurs études recevaient des prêts et bourses. Les intervenants mentionnent qu'avant de poursuivre leurs études ou de se trouver un emploi, quelques jeunes avaient choisi de participer pour une durée d'un mois au programme intitulé Panama avec Solidarité internationale. Enfin certains jeunes effectuaient des démarches de recherche d'emploi, et pouvaient être appuyés dans leurs démarches par un SEMO. Par ailleurs, on note qu'un bon nombre de participants étaient présents à la sécurité du revenu.

❖ *Maintien des résultats*

Les résultats observés à l'issue du deuxième trimestre de suivi sont semblables à ceux observés précédemment notamment en ce qui a trait au nombre de jeunes ayant un emploi et à ceux qui sont toujours à la sécurité du revenu. Les intervenants mentionnent que quelques jeunes sont pour leur part toujours en formation. Les jeunes en emploi semblent aimer ce qu'ils font, selon les intervenants. Parmi les autres, on note que très peu de jeunes effectuent à ce stade-ci des démarches de recherche d'emploi ou visant un retour aux études.

À l'issue du troisième trimestre de suivi la plupart des jeunes en emploi l'occupaient toujours. Très peu de jeunes sont en recherche d'emploi ou aux études à cette étape-ci du suivi.

Enfin, à chacun des trimestres de suivi, plusieurs intervenants soulignent avoir eu de la difficulté à faire le suivi des jeunes et ce, pour plusieurs raisons, telles que déménagement ou non-retour d'appels. Il y a donc de nombreux jeunes pour lesquels il n'y a pas d'informations au dossier durant la période de suivi. On note également que plusieurs des informations obtenues par les intervenants sur la situation du jeune provenaient non pas du jeune lui-même mais des personnes de son entourage (mère, frère, amis, etc.).

❖ *Bilan*

Le nombre de jeunes qui sont en emploi au premier trimestre de suivi tend à rester sensiblement le même au cours des deux autres phases de suivi.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

ESTRIE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 ESTRIE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	445	100,0%
Sexe		
Femmes	199	44,7%
Hommes	246	55,3%
Âge		
Moins de 21 ans	401	90,1%
De 21 à 24 ans	44	9,9%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	54	26,9%
Inférieure au secondaire V	138	68,7%
Secondaire V et plus	63	31,3%
Situation familiale		
Personnes seules	416	93,5%
Chefs de familles avec enfants	22	4,9%
Type de résidence		
Locataires, HLM	171	38,4%
Chambre, pension	135	30,3%
Résident chez un parent	122	27,4%
Origine		
Nés au Canada	422	94,8%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 45,2 % du total ou 201 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de l'*Estrie*

Parmi les 421 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour plus d'un jeune sur quatre (25,7 %)** puisqu'en octobre 2002, 108 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus du quart des jeunes (27,8 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 153 participations réparties comme suit :

- 44 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (28,8 %) dont 23 à la Formation générale au secondaire et 12 dans un programme préalable à la formation professionnelle;
- 13 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (8,5 %) dont cinq dans les Entreprises d'insertion;
- 12 participations à la mesure *Subventions salariales* (7,8 %); sept sont dans des Entreprises privées et cinq dans des Organismes communautaires;
- 62 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (40,5 %);
- 22 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (14,4 %).

Ainsi, **plus du quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation**.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 82 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (61,0 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 32 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont 20 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 25 de ces 32 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de l'*Estrie*

445 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (55,3 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* neuf fois sur dix (90,1 %);
- près de sept jeunes sur dix (68,7 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (93,5 %);
- 22 *chefs de familles avec enfants* (4,9 %) dont dix *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur quatre (27,4 %);
- presque tous des jeunes *nés au Canada* (94,8 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	421	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	108	25,7%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	117	27,8%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	153	100,0%
- Mesure de formation	44	28,8%
- Projets de préparation pour l'emploi	13	8,5%
- Subventions salariales	12	7,8%
- Activités et services d'aide à l'emploi	62	40,5%
- Autres mesures ou activités	22	14,4%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 15 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	82	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	50	61,0%
Sont prestataires avec des revenus de travail	0	0,0%
Sont en participation avec Emploi-Québec	20	24,4%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	25	30,5%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	70	85,4%
Au cours des 18 mois	75	91,5%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de l'*Estrie*, le taux de mise en mouvement est de 91,5 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE

ESTRIE¹

❖ *Profil des jeunes*

Le profil des jeunes dans cette région se compare aux autres régions. Plusieurs jeunes ont une faible scolarité alors que quelques uns détiennent un diplôme (ex. DES, DEC). La plupart des jeunes de cette région possèdent quelques expériences de travail se limitant à des emplois précaires, non spécialisés ou de courte durée (ex. couturière, serveuse, cuisinière, gardienne d'enfants, camelot, aide mécanicien, commis).

❖ *Objectifs poursuivis*

Bien que la majorité des objectifs visés soient orientés vers le retour aux études et le retour sur le marché du travail, ces objectifs ont tendance à évoluer dans le temps et il arrive régulièrement que les objectifs visés au départ soient modifiés au cours des périodes de suivi. Dans plusieurs cas, les participantes et participants qui souhaitaient combiner à la fois le retour aux études et la réintégration sur le marché du travail ont décidé de ne pas poursuivre une formation scolaire et en choisissant de trouver un emploi uniquement. Selon les données étudiées, que plusieurs jeunes doivent résoudre certains problèmes de base (ex. motivation, assiduité, orientation) avant de passer aux étapes subséquentes de leur plan d'action comme le retour aux études ou la réintégration du marché du travail.

❖ *Résultats à court terme*

Selon les dossiers étudiés pour cette région, les intervenants soulèvent que la participation au projet a permis à plusieurs jeunes de travailler sur leur connaissance de soi et leur orientation professionnelle. Certains ont pu explorer différents milieux de travail ou des projets à caractère humanitaire. Pour certains jeunes, il semble que la participation au projet ait permis de s'engager efficacement dans la résolution de leurs problèmes personnels, qu'il s'agisse de problèmes de motivation ou de comportement. Un intervenant donne l'exemple d'une jeune, anorexique, qui peu à peu, a appris à s'exprimer et qui est maintenant en mesure de s'investir dans des activités de groupe et un projet personnel.

Au terme de la phase intensive, des jeunes ont trouvé un emploi à temps plein ou à temps partiel, sont retournés aux études à temps partiel ou à temps complet ou ont entrepris des démarches pour rechercher activement un emploi. D'autres jeunes poursuivent leur cheminement dans leur plan d'action. Par exemple, des jeunes se sont inscrits aux études pour la prochaine session. Les dossiers indiquent par ailleurs que plusieurs reçoivent des prestations d'assistance-emploi, d'autres sont autonomes financièrement.

❖ *Maintien des résultats*

Selon les documents consultés, plusieurs dossiers ont été fermés au cours de la phase de suivi. Cette situation complexifie l'interprétation des résultats puisqu'il est impossible de connaître l'évolution de la réalisation du plan d'action du jeune. Les motifs sous jacents à la fermeture de dossiers sont deux ordres. Le premier est relié à l'autonomie du jeune, c'est-à-dire que le jeune souhaite être autonome et il se sent prêt à atteindre seul ses propres objectifs. Le second motif est relié surtout au manque de motivation du jeune. Dans ces cas, l'intervenant recommandera souvent que le jeune soit référé à Emploi-Québec pour entreprendre un parcours particulier. D'autres suivis se sont avérés également infructueux compte tenu des déménagements, des non-retour d'appel.

❖ *Bilan*

Selon les données observées, le projet Solidarité Jeunesse a permis à des jeunes de retourner aux études, de trouver un emploi ou de se mettre en recherche active d'emploi. Pour d'autres, la situation est encore précaire, c'est-à-dire qu'ils occupent toujours des emplois non spécialisés ou de courte durée. Certains participants semblent éprouver des difficultés à maintenir leur intérêt vis-à-vis du projet ou de leur employeur. Par conséquent, ils décident d'abandonner les activités entreprises pour des raisons qui semblent souvent liées à des problèmes personnels ou à des attitudes non adéquates.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

ÎLE-DE-MONTRÉAL

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 ÎLE-DE-MONTRÉAL

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	1 742	100,0%
Sexe		
Femmes	764	43,9%
Hommes	978	56,1%
Âge		
Moins de 21 ans	1 275	73,2%
De 21 à 24 ans	467	26,8%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	245	30,9%
Inférieure au secondaire V	565	71,2%
Secondaire V et plus	228	28,8%
Situation familiale		
Personnes seules	1 632	93,7%
Chefs de familles avec enfants	59	3,4%
Type de résidence		
Locataires, HLM	498	28,6%
Chambre, pension	620	35,6%
Résident chez un parent	554	31,8%
Origine		
Nés au Canada	1 364	78,3%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 45,5 % du total ou 793 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:

Dans la région de l'Île-de-Montréal

Parmi les 1 598 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près d'un jeune sur trois (32,5 %)** puisqu'en octobre 2002, 519 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près de trois jeunes sur dix (28,8 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec.** Au total, ils ont réalisé 598 participations réparties comme suit :

- 189 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (31,6 %) dont 105 à la Formation générale au secondaire et 41 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 124 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (20,7 %) dont 90 dans les Entreprises d'insertion;
- 18 participations à la mesure *Subventions salariales* (3,0 %); 11 sont dans des Organismes communautaires et sept dans des Entreprises privées;
- 209 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (34,9 %);
- 58 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (9,7 %).

Ainsi, près du tiers des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 226 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus d'un jeune sur deux est autonome financièrement (53,5 %).** Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 105 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont huit avec des revenus de travail et 45 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 63 de ces 105 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:

Dans la région de l'Île-de-Montréal

1 742 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (56,1 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* près de trois fois sur quatre (73,2 %);
- plus de sept jeunes sur dix (71,2 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- des *personnes seules* plus de neuf fois sur dix (93,7 %);
- 59 *chefs de familles avec enfants* (3,4 %) dont 41 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus de trois fois sur dix (31,8 %);
- des jeunes *nés au Canada* près de huit fois sur dix (78,3 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	1 598	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	519	32,5%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	460	28,8%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	598	100,0%
- Mesure de formation	189	31,6%
- Projets de préparation pour l'emploi	124	20,7%
- Subventions salariales	18	3,0%
- Activités et services d'aide à l'emploi	209	34,9%
- Autres mesures ou activités	58	9,7%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 62 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	226	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	121	53,5%
Sont prestataires avec des revenus de travail	8	3,5%
Sont en participation avec Emploi-Québec	45	19,9%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	63	27,9%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	174	77,0%
Au cours des 18 mois	192	85,0%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de l'Île-de-Montréal, le taux de mise en mouvement est de 85,0 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE ÎLE-DE-MONTRÉAL¹

❖ *Profil des jeunes*

Si la majorité des jeunes ont une scolarité inférieure au secondaire 5, on remarque aussi que plusieurs ont un DES, voire un DEC. Dans certains secteurs, toutefois, les jeunes semblent avoir un niveau de scolarité plus faible, certains n'ayant pas complété leur secondaire 1. Presque tous les jeunes possèdent quelques expériences de travail bien qu'elles se limitent souvent à des emplois précaires (emplois d'été, sur appel, emplois de journaliers), et non spécialisés. Les intervenants relèvent à de maintes reprises la présence de difficultés personnelles et/ou familiales qui constituent autant d'obstacles au cheminement des participants. Ces difficultés peuvent être liées à la justice, à la santé physique et mentale, à des dépendances. L'instabilité du logement ainsi que les problèmes financiers sont souvent mentionnés.

❖ *Objectifs poursuivis*

Les attentes des jeunes concernent, à parts *quasi* égales, la recherche d'un emploi et un retour aux études ou complément de formation. Certains jeunes ont des projets de démarrage d'entreprise. Leur participation au projet Solidarité jeunesse semble constituer pour eux une source de conseils, de soutien et de motivation dans leur projet.

Cependant, avant de mettre en œuvre leurs projets, beaucoup de jeunes ont besoin de s'engager dans la résolution de leurs difficultés, de stabiliser leur vie, ou de corriger certains comportements et attitudes peu favorables à une mise en mouvement durable (procrastination, absentéisme, démotivation, faible sens des responsabilités). Dans certains cas, le recours à l'assistance-emploi peut être considéré comme une avenue temporaire, afin que ces jeunes puissent retrouver un certain équilibre et être ainsi en mesure, par la suite, d'intégrer le marché du travail ou de compléter leur formation dans un contexte plus favorable.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, certains jeunes ont décroché un emploi. Parmi ceux-là, plusieurs semblent en être satisfaits, mais d'autres moins, quand il s'agit d'un emploi précaire ou qui ne correspond pas à leurs intérêts. Toutefois, une étroite collaboration semble s'être développée entre les CJE et les entreprises d'insertion de la région et plusieurs jeunes en bénéficient par le biais de stages à l'issue desquels les jeunes semblent décrocher assez facilement un emploi. À ce stade du suivi, et d'après les informations disponibles, peu de jeunes seraient encore en recherche d'emploi ou retournés à la sécurité du revenu.

Beaucoup de jeunes sont en cours de démarche afin de compléter leur formation. Si certains sont en processus d'acceptation, d'inscription, ou de financement, plusieurs jeunes sont déjà engagés dans la réalisation de leurs projets. En revanche, quelques participantes enceintes ont choisi de mettre provisoirement de côté leurs projets afin de s'occuper de leur bébé. À la différence d'autres régions, on remarque la présence plus nombreuse d'immigrés pour lesquels la participation au projet semble être des plus bénéfiques, même à court terme, en leur offrant l'occasion de valider leur niveau de scolarité, de clarifier leur orientation professionnelle ainsi que d'intégrer un réseau.

À ce stade du suivi, la forte récurrence des déménagements, de coordonnées non valides, ou de non retour d'appel, impliquent autant de difficultés pour les intervenants à rejoindre les participants.

❖ *Maintien des résultats*

Plus encore que dans la première phase de suivi, les intervenants soulignent leurs difficultés à suivre les jeunes. Dans de nombreux cas, le contact a été perdu avec le jeune. En revanche, d'après les données disponibles, ceux qui sont retournés aux études semblent, dans la majorité des cas, s'y maintenir. De même, ceux qui ont participé à une mesure en collaboration avec Emploi-Québec semblent en avoir tiré profit, qu'il s'agisse d'un stage dans une entreprise d'insertion ou de la participation à une formation professionnelle. Certains jeunes se maintiennent en emploi du premier au troisième trimestre et semblent très satisfaits de leurs démarches. Quelques jeunes ont acquis de meilleures habitudes de vie ou sont parvenus à résoudre leurs problèmes de santé ou leurs difficultés personnelles. Toutefois, la situation de certains est toujours précaire : plusieurs connaissent toujours des difficultés personnelles. Un certain nombre sont présents à l'assistance-emploi.

❖ *Bilan*

Beaucoup de jeunes ont pu, grâce à leur participation au projet, améliorer certains comportements ou attitudes, clarifier leur choix de vie et s'engager souvent de manière plus stable en emploi ou envisager un retour aux études. En revanche, au terme de l'ensemble du suivi, certains jeunes n'ont pu résoudre leurs problèmes personnels. Si les intervenants soulignent l'engagement de plusieurs jeunes dans leur projet de retour aux études ou leur maintien réussi sur le marché du travail, pour d'autres jeunes, les résultats semblent moins évidents ou encore, ne sont pas connus des intervenants (non retours d'appels).

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

**PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES
PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE
ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS**

OUTAOUAIS

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 OUTAOUAIS

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	457	100,0%
Sexe		
Femmes	202	44,2%
Hommes	255	55,8%
Âge		
Moins de 21 ans	384	84,0%
De 21 à 24 ans	73	16,0%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	65	40,9%
Inférieure au secondaire V	132	83,0%
Secondaire V et plus	27	17,0%
Situation familiale		
Personnes seules	440	96,3%
Chefs de familles avec enfants	10	2,2%
Type de résidence		
Locataires, HLM	92	20,1%
Chambre, pension	190	41,6%
Résident chez un parent	164	35,9%
Origine		
Nés au Canada	427	93,4%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 34,8 % du total ou 159 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de l'*Outaouais*

Parmi les 397 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour plus du tiers des jeunes (34,3 %)** puisqu'en octobre 2002, 136 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 10 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près de trois jeunes sur dix (28,2 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 152 participations réparties comme suit :

- 48 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (31,6 %) dont 34 à la Formation générale au secondaire et cinq dans un programme préalable à la formation professionnelle;
- cinq participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (3,3 %) dont trois dans les Entreprises d'insertion;
- 12 participations à la mesure *Subventions salariales* (7,9 %); neuf sont dans des Entreprises privées et trois dans des Organismes communautaires;
- 55 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (36,2 %);
- 32 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (21,1 %).

Ainsi, près du tiers des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 40 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (60,0 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 16 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont deux avec des revenus de travail et neuf qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 11 de ces 16 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de l'*Outaouais*

457 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (55,8 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de huit fois sur dix (84,0 %);
- plus de huit jeunes sur dix (83,0 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (96,3 %);
- dix *chefs de familles avec enfants* (2,2 %) dont neuf *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur trois (35,9 %);
- des jeunes *nés au Canada* plus de neuf fois sur dix (93,4 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	397	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	136	34,3%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	112	28,2%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	152	100,0%
- Mesure de formation	48	31,6%
- Projets de préparation pour l'emploi	5	3,3%
- Subventions salariales	12	7,9%
- Activités et services d'aide à l'emploi	55	36,2%
- Autres mesures ou activités	32	21,1%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 17 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	40	100,0%
Au 18^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	24	60,0%
Sont prestataires avec des revenus de travail	2	5,0%
Sont en participation avec Emploi-Québec	9	22,5%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	11	27,5%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	35	87,5%
Au cours des 18 mois	37	92,5%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de l'Outaouais, le taux de mise en mouvement est de 92,5 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE OUTAOUAIS¹

❖ *Profil des jeunes*

Selon les informations disponibles, il est difficile d'établir le profil des jeunes dans cette région en terme de scolarité et d'expériences antérieures sur le marché du travail. Plusieurs jeunes de cette région connaissent des difficultés majeures telles la toxicomanie, la délinquance, l'incarcération. Les intervenants soulèvent également que les jeunes unilingues de cette région sont limités dans leur démarche de recherche d'emploi compte tenu que plusieurs postes requièrent une connaissance des langues française et anglaise. Quelques participantes sont enceintes ou viennent d'accoucher.

❖ *Objectifs poursuivis*

Selon les dossiers des jeunes, les principaux objectifs visés lors de la participation au projet sont la résolution de problèmes personnels, le retour aux études et le retour sur le marché du travail.

❖ *Résultats à court terme*

Les intervenants ont référé plusieurs jeunes à des organismes, comme le CLSC, qui a fourni aux jeunes des services spécifiques tels que le soutien pour l'éducation de l'enfant nouvellement arrivé, des rencontres avec divers intervenants pour des problèmes reliés à leur santé mentale, la toxicomanie et l'incarcération. Certains organismes à but non lucratif ont permis à des jeunes de se trouver un stage et d'occuper un emploi par la suite.

Selon les intervenants, le projet Solidarité Jeunesse a permis à plusieurs jeunes de cette région ayant des difficultés particulières (ex : drogue, incarcération, discipline personnelle) de régler un ou plusieurs de ceux-ci avant d'établir leur plan d'action. Le projet a également permis de faire cheminer les jeunes et les aider à se donner des objectifs à plus long terme et à devenir autonomes financièrement.

Certains jeunes semblent éprouver des difficultés à entreprendre des démarches concrètes pour améliorer leur situation. Pour d'autres, le projet leur a permis de se trouver un emploi et même pour certains d'obtenir de l'avancement dans leur emploi. Même si certains jeunes ont changé d'employeurs, les dossiers analysés permettent de voir que quelques jeunes ont réussi à se maintenir en emploi (deux trimestres consécutifs) depuis la fin de leur participation intensive au projet Solidarité Jeunesse. Parmi les jeunes ayant trouvé un emploi, certains ont fait leur inscription et sont en attente en vue de poursuivre une formation professionnelle (DEP) en parallèle. D'autres ont déjà entrepris des études en formation professionnelle. Après leur participation, quelques jeunes veulent réaliser des projets personnels avant de poursuivre les objectifs fixés dans leur plan d'action.

Plusieurs intervenants ont référé des jeunes ayant des difficultés importantes à Emploi-Québec pour entreprendre un parcours. Selon les dossiers étudiés, plusieurs jeunes reçoivent des prestations d'assistance-emploi.

Plusieurs intervenants soulignent avoir rencontré des difficultés à suivre les participants et à obtenir de l'information sur leur situation, à cause des déménagements, des non retours d'appel ou du refus d'être suivi.

❖ *Bilan*

En ce qui concerne la résolution des problèmes personnels, le projet Solidarité Jeunesse et les partenaires semblent avoir fourni des moyens et des ressources à plusieurs jeunes en vue d'entreprendre des démarches concrètes pour résoudre ces problèmes. Sur le plan des études et de l'intégration sur le marché du travail, certains jeunes sont en emploi à temps plein, certains sont retournés à l'école pour entreprendre une formation professionnelle alors que d'autres enfin étaient inactifs durant la période de suivi et semblaient peu motivés.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	274	100,0%
Sexe		
Femmes	107	39,1%
Hommes	167	60,9%
Âge		
Moins de 21 ans	259	94,5%
De 21 à 24 ans	15	5,5%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	56	38,9%
Inférieure au secondaire V	109	73,7%
Secondaire V et plus	35	24,3%
Situation familiale		
Personnes seules	255	93,1%
Chefs de familles avec enfants	8	2,9%
Type de résidence		
Locataires, HLM	98	35,8%
Chambre, pension	68	24,8%
Résident chez un parent	102	37,2%
Origine		
Nés au Canada	274	100,0%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 52,6 % du total ou 144 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de l'*Abitibi-Témiscamingue*

Parmi les 246 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près d'un jeune sur quatre (24,8 %)** puisqu'en octobre 2002, 61 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 12 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus du tiers des jeunes (34,6 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 116 participations réparties comme suit :

- 27 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (23,3 %) dont 11 à la Formation générale au secondaire et dix dans un programme préalable à la formation professionnelle;
- une participation aux *Projets de préparation pour l'emploi* (0,9 %) dans une entreprises d'insertion;
- cinq participations à la mesure *Subventions salariales* (4,3 %); trois sont dans des Organismes communautaires et deux dans des Entreprises privées;
- 57 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (49,1 %);
- 26 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (22,4 %).

Ainsi, près du quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 63 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (63,5 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 23 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont quatre avec des revenus de travail et 12 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 16 de ces 23 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue, le taux de mise en mouvement est de 95,2 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de l'*Abitibi-Témiscamingue*

274 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (60,9 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de neuf fois sur dix (94,5 %);
- trois jeunes sur quatre (75,7 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (93,1 %);
- huit *chefs de familles avec enfants* (2,9 %) dont quatre *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près de quatre fois sur dix (37,2 %);
- des jeunes *nés au Canada* (100,0 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	246	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	61	24,8%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	85	34,6%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	116	100,0%
- Mesure de formation	27	23,3%
- Projets de préparation pour l'emploi	1	0,9%
- Subventions salariales	5	4,3%
- Activités et services d'aide à l'emploi	57	49,1%
- Autres mesures ou activités	26	22,4%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont dix ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	63	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	40	63,5%
Sont prestataires avec des revenus de travail	4	6,3%
Sont en participation avec Emploi-Québec	12	19,0%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	16	25,4%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	56	88,9%
Au cours des 18 mois	60	95,2%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE¹

❖ *Profil des jeunes*

Le profil des jeunes dans cette région se caractérise par un faible niveau de scolarité. Certains jeunes ont acquis quelques expériences antérieures sur le marché du travail tels que journalier, gardienne d'enfants, débroussaillier, cueilleur de fruits. Les intervenants mentionnent à plusieurs occasions que les jeunes de cette région connaissent des difficultés majeures telles la toxicomanie, la délinquance, l'incarcération. Une particularité soulignée est que les mouvements ou déménagements sont importants dans cette région. Les intervenants relèvent également la présence de plusieurs autochtones parmi les participants.

❖ *Objectifs poursuivis*

Selon les informations disponibles, les principaux objectifs visés lors de la participation au projet sont la résolution de problèmes personnels, le choix de carrière, le retour aux études ou le retour sur le marché du travail. Une des démarches préconisées par les intervenants de cette région est une démarche à caractère séquentiel qui regroupe à la fois la résolution de problèmes personnels, l'orientation professionnelle et le retour aux études et/ou l'intégration sur le marché du travail. En somme, une démarche visant à acquérir les compétences personnelles et professionnelles suffisantes pour accéder à l'emploi.

❖ *Résultats à court terme*

À quelques reprises et pour certaines difficultés, les intervenants ont référé des jeunes à des organismes tels que les CLSC pour leur apporter le support nécessaire en vue de réaliser leur plan d'action. Selon les intervenants, le projet Solidarité Jeunesse a permis à plusieurs jeunes de cette région de se mettre en action. Certains jeunes ont eu l'occasion de faire des stages, d'autres font du bénévolat alors que d'autres sont en recherche active d'emploi. Soulignons que le bénévolat constitue un autre élément prédominant de cette région. Des intervenants soulignent aussi que pour quelques jeunes, il y a eu des progrès importants. En effet, ceux-ci ont respecté leur plan d'action en totalité et atteint l'ensemble des objectifs qui avaient été fixés initialement. D'autres jeunes progressent plus lentement et ils ont un besoin accru de support et d'encadrement de la part des intervenants. Dans d'autres cas, les jeunes ont réussi à préciser et orienter leur avenir professionnel.

Certains jeunes ont obtenu un emploi à temps partiel ou à temps plein. Dans certains cas, les emplois qu'ils occupent sont toujours précaires, non spécialisés et de courte durée. Mentionnons que l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue se caractérise par des entreprises exploitant des ressources naturelles pour les transformer. Peu de jeunes ont décidé de retourner aux études.

Plusieurs des jeunes semblent éprouver des difficultés à se mettre en mouvement et entreprendre des démarches concrètes pour améliorer leur situation. Quelques intervenants ont référé des jeunes à Emploi-Québec afin qu'ils puissent suivre une formation professionnelle alors que d'autres jeunes ayant des difficultés plus importantes ont pu débiter un parcours particulier. La situation financière est demeurée précaire pour beaucoup de jeunes au terme de leur participation. Certains reçoivent des prestations d'assistance-emploi.

Selon les dossiers analysés, plusieurs jeunes ont décidé de quitter la région pour se trouver un emploi ou retourner aux études. Les distances entre les villes et le transport constituent des contraintes mentionnées par les intervenants pour la recherche d'emploi et les études.

Selon les dossiers consultés, plusieurs intervenants soulignent, tout comme dans les autres régions, avoir rencontré des difficultés à suivre les participants et à obtenir de l'information sur leur situation. Les principales raisons sous-jacentes aux difficultés de suivi sont le déménagement, le refus d'être suivi, et le non retour d'appel.

❖ *Bilan*

Le projet Solidarité Jeunesse a permis à plusieurs jeunes d'entreprendre des démarches concrètes en vue d'améliorer leur situation personnelle et professionnelle. Certains jeunes sont actifs et autonomes alors que pour d'autres, leur situation laisse croire qu'ils auraient en besoin de plus d'encadrement et de support. Dans les mois qui suivent la phase intensive, les résultats semblent plus faibles pour un certain nombre, qui semblent peu intéressés, peu préoccupés face à leur avenir, et n'entreprennent aucune démarche pour modifier leur situation.

¹ NOTE : Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

CÔTE-NORD

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 CÔTE-NORD

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	224	100,0%
Sexe		
Femmes	87	38,8%
Hommes	137	61,2%
Âge		
Moins de 21 ans	216	96,4%
De 21 à 24 ans	8	3,6%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	33	40,2%
Inférieure au secondaire V	63	76,8%
Secondaire V et plus	19	23,2%
Situation familiale		
Personnes seules	213	95,1%
Chefs de familles avec enfants	9	4,0%
Type de résidence		
Locataires, HLM	54	24,1%
Chambre, pension	71	31,7%
Résident chez un parent	89	39,7%
Origine		
Nés au Canada	223	99,6%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 36,6 % du total ou 82 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de la Côte-Nord

Parmi les 206 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près de deux jeunes sur dix (18,9 %)** puisqu'en octobre 2002, 39 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 12 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près du tiers des jeunes (32,5 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 85 participations réparties comme suit :

- 29 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (34,1 %) dont 12 à la Formation générale au secondaire et 12 à la Formation professionnelle au secondaire;
- six participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (7,1 %);
- 12 participations à la mesure *Subventions salariales* (14,1 %); huit sont dans des Entreprises privées et quatre dans des Organismes communautaires;
- 24 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (28,2 %);
- 14 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (16,5 %).

Ainsi, plus du tiers des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 42 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (64,3 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 15 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont un avec des revenus de travail et huit qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 12 de ces 15 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Pour la région de la Côte-Nord, le taux de mise en mouvement est de 95,2 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de la Côte-Nord

224 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (61,2 %);
- presque tous des jeunes de *moins de 21 ans* (96,4 %);
- trois jeunes sur quatre (76,8 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (95,1 %);
- neuf *chefs de familles avec enfants* (4,0 %) dont sept *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près de quatre fois sur dix (39,7 %);
- des jeunes *nés au Canada* (99,6 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	206	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	39	18,9%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	67	32,5%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	85	100,0%
- Mesure de formation	29	34,1%
- Projets de préparation pour l'emploi	6	7,1%
- Subventions salariales	12	14,1%
- Activités et services d'aide à l'emploi	24	28,2%
- Autres mesures ou activités	14	16,5%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont six ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	42	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	27	64,3%
Sont prestataires avec des revenus de travail	1	2,4%
Sont en participation avec Emploi-Québec	8	19,0%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	12	28,6%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	36	85,7%
Au cours des 18 mois	40	95,2%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE CÔTE-NORD¹

❖ *Profil des jeunes*

Dans la mesure des données disponibles, les jeunes semblent, en général, posséder quelques expériences de travail mais elles se limitent souvent, tout comme pour les jeunes des autres régions, à des emplois précaires, non spécialisés, et de courte durée (journaliers, saisonniers).

Par ailleurs, certains jeunes ont à affronter des difficultés personnelles et/ou familiales qui sont autant d'obstacles à leur cheminement : instabilité familiale ou personnelle, problèmes financiers (endettement), délinquance, troubles de santé.

❖ *Objectifs poursuivis*

Pour cette région, aucune information n'était possible quant aux objectifs poursuivis par la participation au projet Solidarité Jeunesse.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, beaucoup de jeunes envisagent un retour aux études et plusieurs sont déjà de retour aux études ou en cours de formation.

Si certains sont encore en recherche d'emploi, en revanche, ils sont nombreux à avoir trouvé un emploi. Toutefois, il s'agit pour la plupart d'emplois saisonniers, souvent à temps plein mais parfois à temps partiel. Une infime partie des participants a trouvé un emploi permanent. Les intervenants semblent voir là une spécificité de la région selon laquelle les jeunes n'ont guère de difficultés particulières à se trouver un emploi. Cependant, il s'agit souvent d'emplois saisonniers, notamment d'emplois d'été, et non d'emplois permanents.

Enfin, un certain nombre de jeunes semblent éprouver des difficultés personnelles liées, notamment, à des problèmes familiaux ou financiers. Comme dans d'autres régions, les intervenants soulignent la récurrence des déménagements au fur et à mesure du suivi des jeunes.

❖ *Maintien des résultats*

Beaucoup de jeunes sont en emploi mais comme à l'issue du premier trimestre de suivi, il s'agit, dans la plupart des cas, d'emplois journaliers ou saisonniers. Certains ont trouvé un emploi permanent, par exemple chez les plus gros employeurs de la région comme le chantier Manic V.

Au terme des deuxième et troisième trimestres de suivi, les jeunes sont finalement très peu à avoir entrepris et maintenu leurs projets de retour aux études. Les intervenants soulignent que des difficultés particulières s'opposent parfois aux projets des jeunes. En effet, beaucoup de jeunes ont dû ou sont sur le point de déménager au cours de la phase de suivi, pour se rapprocher des grands centres régionaux ou provinciaux, afin de pouvoir réaliser leur projet de retour aux études. Pour certains, il s'agissait d'aller suivre une formation particulière, non offerte dans leur région, pour d'autres il s'agissait de tenter de coordonner, par exemple, formation, accès aux services de garderie et transport en commun, ce qui est loin d'être aisé en certains endroits de la région Côte-Nord.

Pour ceux qui n'ont pas réussi à se trouver un emploi dans la région, l'idée du déménagement semble également tentante afin d'accéder à un bassin d'emploi plus large. Certains jeunes quittent la région pour Montréal ou Québec, mais d'autres choisissent de se rapprocher, au moins dans un premier temps, des centres régionaux. Ainsi, des jeunes de Havre-Saint-Pierre, par exemple, déménagent vers Sept-Îles.

Enfin, d'après les données dont on dispose, il semble qu'une minorité de participants soit à l'assistance-emploi à l'issue du troisième trimestre de suivi.

❖ *Bilan*

Des jeunes du projet ont réussi à entreprendre et à poursuivre leur retour aux études, d'autres à décrocher un emploi permanent ou deux emplois saisonniers, ou à acquérir une relative stabilité dans leur intégration au marché du travail. Toutefois, on ne saurait laisser de côté une dimension inhérente à la région à savoir celle du travail saisonnier qui limite, incontestablement, les alternatives d'emploi et la stabilité financière pour les jeunes.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	251	100,0%
Sexe		
Femmes	103	41,0%
Hommes	148	59,0%
Âge		
Moins de 21 ans	226	90,0%
De 21 à 24 ans	25	10,0%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	41	36,6%
Inférieure au secondaire V	79	70,5%
Secondaire V et plus	33	29,5%
Situation familiale		
Personnes seules	242	96,4%
Chefs de familles avec enfants	4	1,6%
Type de résidence		
Locataires, HLM	41	16,3%
Chambre, pension	58	23,1%
Résident chez un parent	147	58,6%
Origine		
Nés au Canada	250	99,6%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 44,6 % du total ou 112 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:

Dans la région de la *Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine*

Parmi les 231 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près de deux jeunes sur dix (19,9 %)** puisqu'en octobre 2002, 46 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 12 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **le tiers des jeunes (32,9 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,4 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 109 participations réparties comme suit :

- 25 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (22,9 %) dont 14 à la Formation générale au secondaire et quatre à la Formation professionnelle au secondaire;
- neuf participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (8,3 %);
- 26 participations à la mesure *Subventions salariales* (23,9 %); 21 sont dans des Organismes communautaires dont 14 dans le Fonds de Relance de l'économie régionale;
- 35 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (32,1 %);
- 14 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (12,8 %).

Ainsi, près du quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 48 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (58,3 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 20 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont quatre avec des revenus de travail et neuf qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 14 de ces 20 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:

Dans la région de la *Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine*

251 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (59,0 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* neuf fois sur dix (90,0 %);
- sept jeunes sur dix (70,5 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- presque tous des *personnes seules* (96,4 %);
- quatre *chefs de familles avec enfants* (1,6 %) dont deux *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur deux (58,6 %);
- des jeunes *nés au Canada* (99,6 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	231	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	46	19,9%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	76	32,9%
Nombre moyen de participations	1,4	-
Participations cumulées	109	100,0%
- Mesure de formation	25	22,9%
- Projets de préparation pour l'emploi	9	8,3%
- Subventions salariales	26	23,9%
- Activités et services d'aide à l'emploi	35	32,1%
- Autres mesures ou activités	14	12,8%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont huit ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	48	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	28	58,3%
Sont prestataires avec des revenus de travail	4	8,3%
Sont en participation avec Emploi-Québec	9	18,8%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	14	29,2%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	41	85,4%
Au cours des 18 mois	46	95,8%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.

5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de la *Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine*, le taux de mise en mouvement est de 95,8 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE GASPÉSIE- ÎLES-DE-LA-MADELEINE¹

❖ *Profil des jeunes*

Bien que la plupart des jeunes ont un niveau de scolarité plutôt faible, certains possèdent toutefois un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Quelques-uns ont un diplôme d'études collégiales (DEC), alors que d'autres ont complété une session de CEGEP. Comme pour les autres régions de la province, l'expérience de travail que possèdent la plupart des jeunes est souvent de courte durée. Les emplois les plus souvent occupés sont les suivants : plongeur, aide-cuisinier, coiffeuse, serveuse, pêcheur. On note par ailleurs, qu'un bon nombre de jeunes participants n'ont aucune expérience de travail. Enfin, les difficultés à effectuer de façon efficace des démarches de recherche d'emploi, l'absence d'un choix clair au plan professionnel, le manque de connaissance et de confiance en soi, de même que certains problèmes de santé physique constituent d'autres éléments qui caractérisent les jeunes de cette région participant au projet Solidarité jeunesse.

❖ *Objectifs poursuivis*

Les objectifs poursuivis par la participation au projet sont de plusieurs ordres. Selon les intervenants, la recherche d'un emploi et le maintien dans celui-ci constitue la principale attente des jeunes par rapport au projet. Plusieurs mentionnent également qu'ils souhaitent effectuer un retour aux études que ce soit pour compléter leurs études secondaires ou pour entreprendre un diplôme d'études professionnelles (DEP). Certains souhaitent également par le biais de ce projet obtenir l'encadrement et l'encouragement nécessaires à leur maintien dans un éventuel emploi ou des études. La réalisation d'un stage constitue également un objectif visé par certains jeunes. Toutefois, avant d'atteindre ces objectifs, certaines personnes souhaitent clarifier leur choix professionnel pour être en mesure de faire un choix judicieux dans leur cheminement professionnel. Un petit nombre vise pour leur part à résoudre certains problèmes personnels (ex. : justice, agressivité) et de santé (drogue) avant d'entreprendre des démarches. Les intervenants soulignent par ailleurs, que plusieurs jeunes prévoient dans leur plan d'action, se connaître davantage, améliorer leur estime de soi, leur autonomie et leur motivation.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, les intervenants soulignent que plusieurs jeunes avaient un emploi. Il s'agissait dans bien des cas d'emplois se situant surtout dans des métiers non spécialisés (restauration, usine de crabe). On note que quelques-uns de ces jeunes s'étaient trouvés un emploi à l'extérieur de la région, notamment à Montréal. Selon les intervenants, un bon nombre de jeunes étaient retournés aux études pour terminer leur cours secondaire ou pour effectuer un diplôme d'études professionnelles (DEP). Quelques-uns dans le cadre de leurs études bénéficiaient de la mesure de formation d'Emploi-Québec. Enfin, certains jeunes effectuaient des démarches de recherche d'emploi, et un petit nombre était retourné à la sécurité du revenu.

❖ *Maintien des résultats*

Selon les données partielles dont nous disposons, il semble que plusieurs jeunes soient toujours en emploi lors de la deuxième phase de suivi. Les données n'indiquent pas si ceux qui étaient aux études ont poursuivi. Peu de jeunes réalisent à ce stade-ci des démarches de recherche d'emploi. Il est important de noter que l'idée de quitter la région, notamment pour Montréal, semble présente chez quelques jeunes. Enfin, comme dans le cas des autres régions, les intervenants soulignent la difficulté de rejoindre les jeunes au fur et à mesure du suivi, en raison principalement des déménagements de ceux-ci et des non-retours d'appels.

❖ *Bilan*

À l'issue de la première phase de suivi, le projet Solidarité jeunesse pour la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, semble avoir répondu aux attentes de la plupart des jeunes pour lesquels on avait le suivi, que ce soit par le biais d'un retour aux études, effectif ou prévu, de l'obtention d'un emploi ou de la réalisation de démarches de recherche d'emploi. On ne peut cependant se prononcer sur les effets à plus long terme compte tenu du peu d'information à cet effet.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Tous les dossiers acheminés au central (82) ont été analysés; ces dossiers couvrent l'ensemble du territoire. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

CHAUDIÈRE-APPALACHES

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 CHAUDIÈRE-APPALACHES

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	387	100,0%
Sexe		
Femmes	180	46,5%
Hommes	207	53,5%
Âge		
Moins de 21 ans	341	88,1%
De 21 à 24 ans	46	11,9%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	45	34,4%
Inférieure au secondaire V	97	74,0%
Secondaire V et plus	34	26,0%
Situation familiale		
Personnes seules	353	91,2%
Chefs de familles avec enfants	19	4,9%
Type de résidence		
Locataires, HLM	106	27,4%
Chambre, pension	113	29,2%
Résident chez un parent	163	42,1%
Origine		
Nés au du Canada	387	100,0%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 33,9 % du total ou 131 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de Chaudière-Appalaches

Parmi les 357 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près de trois jeunes sur dix (28,6 %)** puisqu'en octobre 2002, 102 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **le tiers des jeunes (33,6 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 155 participations réparties comme suit :

- 32 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (20,6 %) dont 18 à la Formation générale au secondaire et cinq dans un programme préalable à la formation professionnelle;
- 14 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (9,0 %) dont 12 dans les Jeunes Volontaires;
- 16 participations à la mesure *Subventions salariales* (10,3 %); neuf sont dans des Entreprises privées et sept dans des Organismes communautaires;
- 65 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (41,9 %);
- 28 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (18,1 %).

Ainsi, **le cinquième des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation**.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 58 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de sept jeunes sur dix sont autonomes financièrement (69,0 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 18 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont 12 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 14 de ces 18 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de Chaudière-Appalaches

387 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- un peu plus souvent des *hommes* (53,5 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* près de neuf fois sur dix (88,1 %);
- plus de sept jeunes sur dix (74,0 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (91,2 %);
- 19 *chefs de familles avec enfant* s (4,9 %) dont 16 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus de quatre fois sur dix (42,1 %);
- des jeunes *nés au Canada* (100,0 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	357	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	102	28,6%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	120	33,6%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	155	100,0%
- Mesure de formation	32	20,6%
- Projets de préparation pour l'emploi	14	9,0%
- Subventions salariales	16	10,3%
- Activités et services d'aide à l'emploi	65	41,9%
- Autres mesures ou activités	28	18,1%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 12 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	58	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	40	69,0%
Sont prestataires avec des revenus de travail	0	0,0%
Sont en participation avec Emploi-Québec	12	20,7%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	14	24,1%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	52	89,7%
Au cours des 18 mois	54	93,1%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de Chaudière-Appalaches, le taux de mise en mouvement est de 93,1 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES¹

❖ *Profil des jeunes*

Les informations obtenues ne permettent pas d'établir le profil des jeunes de cette région en terme d'expériences sur le marché du travail et de scolarité. Cependant, selon les intervenants, des jeunes de cette région connaîtraient des problèmes tels que l'incarcération, la délinquance, la consommation de drogues.

❖ *Objectifs poursuivis*

À partir des dossiers consultés, il ressort que les objectifs fondamentaux visés lors de la participation au projet sont le retour aux études, le retour sur le marché du travail et la stabilité professionnelle. D'autres objectifs intermédiaires tels que l'augmentation de la confiance en soi ou la diminution de la consommation de drogue sont également précisés.

❖ *Résultats à court terme*

Selon les dossiers analysés, plusieurs jeunes ont choisi de retourner aux études. D'autres se cherchent activement un emploi ou encore en occupent un. On constate que certains jeunes occupent deux emplois afin d'améliorer leur situation financière. Quelques jeunes combinent les études et un emploi à temps partiel. Certains intervenants mentionnent que les jeunes semblent apprécier le travail qu'ils occupent.

Quelques participants ont bénéficié de prolongation de la phase intensive en vue de réaliser leur plan d'action. Plusieurs intervenants mentionnent que des jeunes ont respecté à la lettre leur plan d'action et que certains ont même dépassé les objectifs fixés initialement. Pour quelques-uns, des changements ont été apportés à leur plan d'action, par exemple des jeunes qui ont décidé de retourner aux études puis ont abandonné en cours de route, d'autres qui ont perdu leur emploi ou décidé de le quitter, le trouvant trop exigeant physiquement.

Certains jeunes de cette région participent à des projets à caractère communautaire comme par exemples Jardin communautaire, Jeunes Volontaires ou Katimavik.

Des jeunes ont amorcé d'autres démarches pour se mettre en mouvement. À titre d'exemple, certains se sont inscrits au secondaire, au Cégep ou à l'université en vue d'entreprendre des études prochainement. Quelques jeunes ont entrepris des démarches visant à réduire leur consommation de drogues.

Quelques participantes enceintes ou venant d'accoucher ont décidé de reporter plus loin leurs démarches personnelles et professionnelles. Quelques-unes ont été référées par les intervenants auprès d'organismes communautaires.

Selon les dossiers analysés, au terme du second et du troisième trimestre du suivi, plusieurs intervenants ont quitté l'organisme, ce qui fait en sorte qu'on a peu d'informations sur la situation du jeune.

Plusieurs jeunes reçoivent des prestations d'assistance-emploi et certains d'entre eux semblent, selon les intervenants, peu motivés et ils n'entreprennent aucune démarche concrète en vue d'améliorer leur situation.

Plusieurs intervenants mentionnent avoir connu des difficultés à suivre les jeunes et à obtenir de l'information sur leur situation. Les principales raisons sous-jacentes aux difficultés de suivi sont le déménagement, le refus d'être suivi et le non retour d'appel. Un moyen utilisé par certains intervenants pour garder contact avec les jeunes est de leur expédier des cartes de vœux.

❖ *Bilan*

Plusieurs jeunes ont réussi à décrocher un emploi ou à retourner aux études au terme de leur participation à la phase intensive de Solidarité Jeunesse. Pour d'autres, ils ont préféré s'impliquer dans des projets à caractère social. D'autres ont amélioré leur situation personnelle du côté de la santé, en réduisant ou en arrêtant par exemple, leur consommation de drogues. Certains participants semblent éprouver des difficultés à se mettre en action.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

LAVAL

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 LAVAL

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de *Laval*

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	168	100,0%
Sexe		
Femmes	68	40,5%
Hommes	100	59,5%
Âge		
Moins de 21 ans	119	70,8%
De 21 à 24 ans	49	29,2%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	25	27,5%
Inférieure au secondaire V	70	76,9%
Secondaire V et plus	21	23,1%
Situation familiale		
Personnes seules	153	91,1%
Chefs de familles avec enfants	11	6,5%
Type de résidence		
Locataires, HLM	40	23,8%
Chambre, pension	41	24,4%
Résident chez un parent	82	48,8%
Origine		
Nés au Canada	143	85,1%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 54,2% du total ou 91 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de *Laval*

Parmi les 149 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour plus d'un jeune sur trois (34,2 %)** puisqu'en octobre 2002, 51 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 12 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près du tiers des jeunes (31,5 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 60 participations réparties comme suit :

- 24 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (40,0 %) dont 17 à la Formation générale au secondaire et six à la Formation professionnelle au secondaire;
- une participation aux *Projets de préparation pour l'emploi* (1,7 %);
- une participation à la mesure *Subventions salariales* (1,7 %);
- 24 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (40,0 %);
- dix participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (16,7 %).

Ainsi, quatre participations sur dix réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 27 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, deux jeunes sur trois sont autonomes financièrement (66,7 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, neuf jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont un avec des revenus de travail et deux qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, six de ces neuf jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

168 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (59,5 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* sept fois sur dix (70,8 %);
- plus de trois jeunes sur quatre (76,9 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (91,1 %);
- 11 *chefs de familles avec enfants* (6,5 %) dont deux *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près d'une fois sur deux (48,8 %);
- des jeunes *nés au Canada* plus de huit fois sur dix (85,1 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	149	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	51	34,2%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	47	31,5%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	60	100,0%
- Mesure de formation	24	40,0%
- Projets de préparation pour l'emploi	1	1,7%
- Subventions salariales	1	1,7%
- Activités et services d'aide à l'emploi	24	40,0%
- Autres mesures ou activités	10	16,7%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont huit ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	27	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	18	66,7%
Sont prestataires avec des revenus de travail	1	3,7%
Sont en participation avec Emploi-Québec	2	7,4%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	6	22,2%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	21	77,8%
Au cours des 18 mois	25	92,6%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de Laval, le taux de mise en mouvement est de 92,6 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE LAVAL¹

❖ *Profil des jeunes*

La plupart des jeunes ont une scolarité inférieure ou égale au secondaire 3. Toutefois, aux extrémités, quelques jeunes n'ont pas complété leur secondaire 1 tandis que d'autres ont un diplôme d'études collégiales. Presque tous les jeunes possèdent quelques expériences de travail mais, tout comme ailleurs en province, elles se limitent à des emplois non spécialisés, tels que commis, serveurs, caissiers ou caissières, manutentionnaires, vendeurs ou vendeuses.

Contrairement aux profils observés dans d'autres régions, les intervenants ne mentionnent qu'à de rares reprises la présence de difficultés personnelles et/ou familiales qui seraient autant d'obstacles au cheminement des participants. Seuls quelques problèmes de santé physique sont relevés.

❖ *Objectifs poursuivis*

Une des premières attentes des jeunes pour la région de Laval par rapport au projet semble être la recherche d'un emploi. Cependant, avant d'atteindre cet objectif, de nombreux participants auraient besoin de compléter leur formation et l'éventualité d'un retour aux études constitue un objectif à atteindre pour un très grand nombre de jeunes.

Certains intervenants semblent également orienter les jeunes vers la résolution, ou au moins la stabilisation, de leur santé physique comme préalable à leurs démarches de réintégration des études ou du marché du travail.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, certains jeunes ont décroché un emploi. Parmi ceux-là, un certain nombre semblent en être satisfaits, voire très satisfaits, mais d'autres moins, dans la mesure où il s'agit souvent d'un emploi à temps partiel ou temporaire. Dans quelques cas, l'emploi n'a d'autres fins que d'économiser afin d'envisager le financement d'un retour aux études ou d'accéder à une autonomie vis-à-vis de leur milieu familial. Le projet a permis d'aider beaucoup de jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi mais surtout, de développer leur employabilité ou corriger certaines attitudes nuisibles à leurs démarches (absentéisme, manque de ponctualité, manque de responsabilisation face au travail, etc.).

Beaucoup de jeunes envisagent un retour aux études ou un complément de formation, et leurs projets ont pu être clarifiés grâce à leur participation à la phase intensive. Toutefois, ils sont peu nombreux à s'être déjà engagés dans la réalisation de leurs projets. Plusieurs jeunes en sont encore au stade des démarches d'acceptation, d'inscription, ou de financement de leur éventuel retour aux études.

À ce stade du suivi, on remarque également une forte récurrence des déménagements, qui implique autant de difficultés pour les intervenants à rejoindre les participants.

❖ *Maintien des résultats*

Le maintien des résultats s'avère difficile à évaluer pour la région de Laval. Les intervenants soulignent à de maintes reprises qu'ils ont été dans l'incapacité de suivre les jeunes et que le contact avec eux a été perdu. Dans de nombreux cas, leur unique source d'information semble être la Sécurité du revenu pour les jeunes qui y sont inscrits. Pour certains, la situation semble être difficile, les intervenants mentionnent qu'ils ont été refusés à l'assistance-emploi et qu'ils ne semblent pas avoir de domicile fixe.

De plus, s'ils étaient assez nombreux à l'issue du premier trimestre de suivi à envisager un retour aux études, une faible proportion d'entre eux a pu effectivement concrétiser ses projets. Toutefois, quelques heureuses réussites méritent d'être soulignées. En effet, certains jeunes sont parvenus à résoudre leurs problèmes de santé, d'autres se maintiennent en emploi du premier au troisième trimestre et semblent très satisfaits de leurs démarches. Enfin, quelques jeunes semblent avoir concrétisé avec fierté leurs projets de retour aux études.

❖ *Bilan*

À partir des rapports étudiés, on constate que certains jeunes ont pu, grâce à leur participation au projet, clarifier leur choix de vie et s'engager souvent de manière plus stable en emploi ou envisager un retour aux études. En revanche, pour d'autres, la poursuite de leur cheminement s'avère plus difficile.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

LANAUDIÈRE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 LANAUDIÈRE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	474	100,0%
Sexe		
Femmes	185	39,0%
Hommes	289	61,0%
Âge		
Moins de 21 ans	388	81,9%
De 21 à 24 ans	86	18,1%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	79	36,7%
Inférieure au secondaire V	162	75,3%
Secondaire V et plus	53	24,7%
Situation familiale		
Personnes seules	437	92,2%
Chefs de familles avec enfants	21	4,4%
Type de résidence		
Locataires, HLM	132	27,8%
Chambre, pension	133	28,1%
Résident chez un parent	197	41,6%
Origine		
Nés au Canada	465	98,1%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 45,4 % du total ou 215 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de Lanaudière

Parmi les 435 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour près d'un jeune sur trois (32,9 %)** puisqu'en octobre 2002, 143 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près de quatre jeunes sur dix (39,3 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,5 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 252 participations réparties comme suit :

- 49 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (19,4 %) dont 29 à la Formation générale au secondaire et dix à la Formation professionnelle au secondaire;
- 17 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (6,7 %) dont quatre dans les Entreprises d'insertion et quatre dans Jeunes Volontaires;
- 16 participations à la mesure *Subventions salariales* (6,3 %) dont 12 dans des Entreprises privées;
- 160 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (63,5 %);
- dix participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (4,0 %).

Ainsi, le cinquième des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 73 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (58,9 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 30 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont quatre avec des revenus de travail et 15 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 21 de ces 30 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de Lanaudière

474 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (61,0 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de huit fois sur dix (81,9 %);
- trois jeunes sur quatre (75,3 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (92,2 %);
- 21 *chefs de familles avec enfants* (4,4 %) dont 11 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus de quatre fois sur dix (41,6 %);
- des jeunes *nés au Canada* (98,1 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	435	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	143	32,9%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	171	39,3%
Nombre moyen de participations	1,5	-
Participations cumulées	252	100,0%
- Mesure de formation	49	19,4%
- Projets de préparation pour l'emploi	17	6,7%
- Subventions salariales	16	6,3%
- Activités et services d'aide à l'emploi	160	63,5%
- Autres mesures ou activités	10	4,0%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 19 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	73	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	43	58,9%
Sont prestataires avec des revenus de travail	4	5,5%
Sont en participation avec Emploi-Québec	15	20,5%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	21	28,8%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	62	84,9%
Au cours des 18 mois	68	93,2%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de Lanaudière, le taux de mise en mouvement est de 93,2 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE

LANAUDIÈRE¹

❖ *Profil des jeunes*

Les profils peuvent être assez différents. Cependant, les intervenants soulignent quelques grandes tendances. Les jeunes possèdent souvent quelques expériences de travail mais elles se limitent à des emplois précaires, non spécialisés, et de courte durée (journaliers, camelots, plongeurs, gardiennage d'enfants). Si certains jeunes ne semblent pas présenter de difficultés ou de troubles particuliers, en revanche, ils sont nombreux à devoir faire face à des difficultés personnelles et/ou familiales qui sont autant d'obstacles à leur cheminement : instabilité familiale ou personnelle, itinérance, dépendances multiples, troubles de santé mentale ou physique.

❖ *Objectifs poursuivis*

Une des premières attentes des jeunes pour la région de Lanaudière par rapport au projet semble être la recherche d'un emploi. Cependant, avant d'atteindre cet objectif, de nombreux jeunes ont besoin d'apprendre à mieux se connaître, de résoudre certains problèmes personnels (thérapie, rencontres avec des travailleurs sociaux), ou de faire face aux changements de leur situation (naissance d'un enfant). Certains intervenants semblent également orienter les jeunes vers des stages afin de leur permettre de clarifier leur orientation professionnelle dans l'objectif d'une recherche d'emploi plus judicieuse ou pour envisager un retour aux études ou un complément de formation.

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, beaucoup de jeunes ont décroché un emploi, mais ils ne semblent pas toujours en être satisfaits dans la mesure où il s'agit souvent d'un emploi à temps partiel ou temporaire. Dans quelques cas, l'emploi n'a d'autres fins que d'économiser afin d'envisager le financement d'un retour aux études ou la résolution de problèmes personnels (déménagement et prise de distance vis-à-vis du milieu familial). Le projet a permis d'aider les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi mais surtout, de développer leur employabilité ou corriger certaines attitudes nuisibles à leurs démarches (absentéisme, manque de ponctualité, manque de responsabilisation face au travail, etc.).

Pour les jeunes qui ont pu participer à un stage, il semble que ce type de démarche se révèle très positif. Plusieurs d'entre eux ont obtenu un emploi dans l'entreprise dans laquelle ils ont effectué leur stage ou dans une entreprise du même domaine. Pour les autres, le suivi d'un stage a été l'occasion de clarifier leur orientation professionnelle et d'envisager un retour aux études ou un complément de formation.

En revanche, il est difficile de penser que la participation au projet ait permis aux jeunes de s'engager efficacement dans la résolution de leurs problèmes personnels. Certains jeunes semblent aux prises avec des difficultés personnelles et familiales particulièrement sérieuses, demandant un suivi spécialisé que certains intervenants ne s'estimaient pas toujours en mesure de leur offrir. De ces difficultés résultaient des problèmes de motivation, d'implication dans la participation au projet, et d'instabilité. Les intervenants insistent également sur la récurrence des déménagements au fur et à mesure du suivi des jeunes.

❖ *Maintien des résultats*

Le projet s'avère donner des résultats très positifs pour certains jeunes. Toutefois, selon les intervenants, les difficultés personnelles rencontrées par d'autres sont difficiles à juguler ou semblent ressurgir, malgré leur soutien. Plusieurs jeunes sont de nouveau confrontés à des difficultés majeures : alcoolisme, toxicomanie, délinquance, itinérance.

À l'issue du deuxième ou troisième trimestre, la situation de beaucoup de jeunes est toujours précaire. Certains sont retournés à l'assistance-emploi et/ou sont toujours en recherche active d'emploi. À cet égard, on remarque que ceux qui n'avaient pas réussi à trouver d'emploi à l'issue du premier trimestre de suivi, en ont rarement trouvé un ensuite.

De plus, s'ils étaient assez nombreux à l'issue du premier trimestre de suivi à envisager un retour aux études, une faible proportion d'entre eux a pu effectivement concrétiser ses projets. L'effort investi dans leurs projets, dans un premier temps, n'a pas toujours pu être maintenu, notamment pour ceux qui devaient jumeler études et emploi.

❖ *Bilan*

Pour ceux dont les intervenants n'avaient pas souligné, au départ, de difficultés personnelles ou familiales majeures, le projet a eu des effets très positifs. Ils ont pu, grâce à leur participation au projet, clarifier leur choix de vie et s'engager souvent de manière plus stable en emploi ou envisager un retour aux études. En revanche, pour les autres, à quelques heureuses exceptions près, le défi semble avoir été trop lourd à relever sur une aussi courte période.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

LAURENTIDES

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 LAURENTIDES

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	563	100,0%
Sexe		
Femmes	243	43,2%
Hommes	320	56,8%
Âge		
Moins de 21 ans	520	92,4%
De 21 à 24 ans	43	7,6%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	94	39,0%
Inférieure au secondaire V	195	80,9%
Secondaire V et plus	46	19,1%
Situation familiale		
Personnes seules	512	90,9%
Chefs de familles avec enfants	39	6,9%
Type de résidence		
Locataires, HLM	149	26,5%
Chambre, pension	203	36,1%
Résident chez un parent	197	35,0%
Origine		
Nés au Canada	547	97,2%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 42,8 % du total ou 241 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région des *Laurentides*

Parmi les 529 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour trois jeunes sur dix (29,7 %)** puisqu'en octobre 2002, 157 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **près du tiers des jeunes (30,8 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,6 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 256 participations réparties comme suit :

- 76 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (29,7 %) dont 38 à la Formation générale au secondaire et dix à la Formation professionnelle au secondaire;
- 24 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (9,4 %) dont 13 dans les Entreprises d'insertion;
- 12 participations à la mesure *Subventions salariales* (4,7 %) dont huit dans des Organismes communautaires;
- 97 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (37,9 %);
- 47 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (18,4 %).

Ainsi, **trois participations sur dix réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation**.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 72 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de sept jeunes sur dix sont autonomes financièrement (70,8 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 21 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont trois avec des revenus de travail et dix qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 13 de ces 21 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région des *Laurentides*

563 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (56,8 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de neuf fois sur dix (92,4 %);
- plus de huit jeunes sur dix (80,9 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- neuf fois sur dix des *personnes seules* (90,9 %);
- 39 *chefs de familles avec enfants* (6,9 %) dont 32 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur trois (35,0 %);
- presque tous des jeunes *nés au Canada* (97,2 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	529	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	157	29,7%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	163	30,8%
Nombre moyen de participations	1,6	-
Participations cumulées	256	100,0%
- Mesure de formation	76	29,7%
- Projets de préparation pour l'emploi	24	9,4%
- Subventions salariales	12	4,7%
- Activités et services d'aide à l'emploi	97	37,9%
- Autres mesures ou activités	47	18,4%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 17 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	72	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	51	70,8%
Sont prestataires avec des revenus de travail	3	4,2%
Sont en participation avec Emploi-Québec	10	13,9%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	13	18,1%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	64	88,9%
Au cours des 18 mois	67	93,1%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région des *Laurentides*, le taux de mise en mouvement est de 93,1 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE

LAURENTIDES¹

❖ *Profil des jeunes*

Beaucoup de jeunes ont un faible niveau de scolarité. En revanche, quelques-uns détiennent un diplôme (ex. DES, DES) ou ont réussi presque la totalité des cours pour en obtenir un. Certains jeunes ont acquis des expériences antérieures sur le marché du travail tels que commis, caissière, gardienne d'enfants, plongeur, serveur alors que quelques autres n'ont aucune expérience de travail. Selon les dossiers consultés, les intervenants soulignent à plusieurs reprises que les jeunes de cette région connaissent des difficultés majeures telles la toxicomanie, la délinquance, l'incarcération et des problèmes reliés à leur santé. Certaines participantes sont enceintes ou viennent de donner naissance à un enfant.

❖ *Objectifs poursuivis*

Selon les informations analysées, les principaux objectifs visés lors de la participation au projet sont, pour plusieurs jeunes, d'améliorer leur santé. Pour d'autres, il s'agit de préciser leur choix de carrière, de retourner aux études afin de terminer les cours préalables à une formation professionnelle ou de se trouver un emploi et de le maintenir. Une démarche privilégiée par les intervenants de cette région pour favoriser l'intégration des jeunes n'ayant pas d'expérience sur le marché du travail est de les référer à des programmes du gouvernement fédéral pour acquérir l'expérience de travail qu'il leur manque. Les jeunes ayant des problèmes de santé (ex. drogue, dépression, maladie) sont référés à des intervenants dans les CLSC. Pour les participantes enceintes ou venant d'accoucher, une démarche psychosociale incluant des ressources pré et post-natales pour sortir de l'isolement et acquérir des connaissances afin d'assumer leur nouveau rôle est souvent proposée par les intervenants du projet Solidarité Jeunesse.

❖ *Résultats à court terme*

Au terme de la phase intensive, plusieurs jeunes sont en voie de retrouver leur santé en suivant une thérapie avec un intervenant spécialisé. D'autres jeunes ont obtenu un emploi à temps plein ou à temps partiel, mais pour certains d'entre eux, la situation est demeurée précaire puisqu'il s'agit d'emplois non spécialisés et de courte durée. L'endettement constitue souvent le principal motif d'un retour précipité sur le marché du travail ou de la révision des objectifs de leur plan d'action. Certains jeunes semblent avoir des difficultés à se maintenir en emploi (deux trimestres consécutifs) et d'autres sont toujours en recherche d'emploi.

Quelques jeunes ont décidé d'entreprendre un retour aux études. Certains ont repoussé à plus tard leur retour aux études, ayant été refusés par l'institution pour le programme de formation professionnelle qui les intéressait. Quelques jeunes ont pris l'initiative, avant d'établir leur plan d'action, de faire le test de développement général afin de mieux préciser leur orientation professionnelle.

Certains jeunes semblent éprouver des difficultés à se mettre en mouvement et à entreprendre des démarches concrètes pour améliorer leur situation. Plusieurs intervenants ont référé des jeunes à Emploi-Québec pour commencer un parcours. Par ailleurs, plusieurs jeunes reçoivent des prestations d'assistance-emploi.

Pour les participantes enceintes, plusieurs d'entre elles préfèrent retarder leurs projets d'emploi ou de retour aux études jusqu'à l'arrivée de leur bébé. Pour celles qui viennent d'accoucher, plusieurs souhaitent prendre soin du nouveau-né pendant quelques mois avant d'établir leur plan d'action.

Certains jeunes sont difficiles à rejoindre et leur suivi en est d'autant plus complexe pour les intervenants. L'instabilité résidentielle, l'absence de motivation, le refus d'être suivi et le non retour d'appel constituent des obstacles majeurs au suivi des jeunes.

❖ *Bilan*

Le projet Solidarité Jeunesse, avec la collaboration des partenaires, a permis à des jeunes d'entreprendre des démarches en vue de résoudre leurs problèmes personnels ou de santé. Selon les dossiers analysés, il semble que l'intégration sur le marché du travail ait été le choix préféré des jeunes comparativement à celui de retourner aux études. Des jeunes ont acquis une première expérience de travail. Ils ont pu se familiariser avec le marché du travail et ainsi réussir à décrocher un emploi. Certains jeunes nécessitent un encadrement plus important de la part des intervenants pour accroître leur motivation et maintenir leur emploi. D'autres jeunes demeurent difficiles à rejoindre, ils manifestent peu d'intérêt et n'entreprennent pas de démarches concrètes en vue de changer leur situation personnelle et professionnelle.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

MONTÉRÉGIE

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 MONTÉRÉGIE

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	995	100,0%
Sexe		
Femmes	412	41,4%
Hommes	583	58,6%
Âge		
Moins de 21 ans	891	89,5%
De 21 à 24 ans	104	10,5%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	138	40,4%
Inférieure au secondaire V	284	83,0%
Secondaire V et plus	58	17,0%
Situation familiale		
Personnes seules	936	94,1%
Chefs de familles avec enfants	41	4,1%
Type de résidence		
Locataires, HLM	275	27,6%
Chambre, pension	310	31,2%
Résident chez un parent	396	39,8%
Origine		
Nés au Canada	956	96,1%

- Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
- Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 34,4 % du total ou 342 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:
 Dans la région de la Montérégie

Parmi les 889 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour trois jeunes sur dix (30,1 %)** puisqu'en octobre 2002, 268 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 11 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus du quart des jeunes (25,8 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,3 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec**. Au total, ils ont réalisé 294 participations réparties comme suit :

- 83 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (28,2 %) dont 50 à la Formation générale au secondaire et 16 à la Formation professionnelle au secondaire;
- 31 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (10,5 %) dont huit dans les Entreprises d'insertion;
- 37 participations à la mesure *Subventions salariales* (12,6 %) dont 22 dans des Entreprises privées et 12 dans des Organismes communautaires;
- 100 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (34,0 %);
- 43 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (14,6 %).

Ainsi, **plus du quart des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation**.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 171 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, près de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (56,7 %)**. Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 74 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont sept avec des revenus de travail et 36 qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, 48 de ces 74 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:
 Dans la région de la Montérégie

995 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse . Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (58,6 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* près de neuf fois sur dix (89,5 %);
- plus de huit jeunes sur dix (83,0 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V* , parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (94,1 %);
- 41 *chefs de familles avec enfants* (4,1 %) dont 32 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* près de quatre fois sur dix (39,8 %);
- presque tous des jeunes *nés au Canada* (96,1 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	889	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	268	30,1%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	229	25,8%
Nombre moyen de participations	1,3	-
Participations cumulées	294	100,0%
- Mesure de formation	83	28,2%
- Projets de préparation pour l'emploi	31	10,5%
- Subventions salariales	37	12,6%
- Activités et services d'aide à l'emploi	100	34,0%
- Autres mesures ou activités	43	14,6%

- Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 26 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	171	100,0%
Au 18^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	97	56,7%
Sont prestataires avec des revenus de travail	7	4,1%
Sont en participation avec Emploi-Québec	36	21,1%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	48	28,1%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	140	81,9%
Au cours des 18 mois	152	88,9%

- Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
- L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région de la Montérégie, le taux de mise en mouvement est de 88,9 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE MONTÉRÉGIE¹

❖ *Profil des jeunes*

À partir des informations analysées, il est difficile d'établir le profil des jeunes dans cette région en termes de scolarité et d'expériences antérieures sur le marché du travail. Peu d'intervenants soulignent par ailleurs que des jeunes connaissent des difficultés majeures telles la toxicomanie, la délinquance, l'incarcération. Quelques participantes sont enceintes ou viennent d'accoucher.

❖ *Objectifs poursuivis*

Le principal objectif visé par les jeunes indiqué à leur dossier au projet est le retour sur le marché du travail ou le retour aux études. Certains jeunes ont modifié leur objectif initial de retour aux études puisqu'ils éprouvent des difficultés financières et jugent préférable de se trouver un emploi pour amasser suffisamment d'argent afin de pouvoir retourner aux études d'ici un an ou deux.

❖ *Résultats à court terme*

Plusieurs ont réalisé une démarche de recherche active d'emploi en vue d'intégrer le marché du travail. Les entreprises d'insertion constituent un moyen souvent proposé par les intervenants pour faciliter l'intégration sur le marché du travail. En plus de permettre aux jeunes d'acquérir une vraie expérience de travail, certains ont été en mesure, par la suite, d'obtenir un emploi.

Selon les intervenants, quelques employeurs ont mentionné qu'ils étaient satisfaits du jeune qu'ils avaient embauché et ont souligné la qualité du travail effectué. Quelques jeunes ont également souligné qu'ils étaient satisfaits dans le poste qu'ils avaient trouvé. Certains ont connu quelques situations conflictuelles avec leur employeur. Ces jeunes ont alors choisi de quitter leur travail alors que d'autres ont été congédiés.

L'approche préconisée par les intervenants semble reposer davantage sur les réalisations des jeunes ou sur les démarches concrètes entreprises par ceux-ci pour résoudre leurs difficultés personnelles, plutôt que de viser l'atteinte des objectifs ultimes tels que le retour aux études ou l'intégration sur le marché du travail. À titre d'exemples, soulignons l'obtention du permis de conduire, la participation à des cours de danse, l'assiduité du jeune aux rendez-vous avec un intervenant dans le cadre d'une thérapie. D'autres jeunes ont réussi à stabiliser leur lieu de résidence.

Certains jeunes ont décidé de terminer des préalables pour obtenir leur diplôme d'études secondaires ou poursuivre une formation professionnelle. Plusieurs jeunes choisissent d'intégrer le marché du travail compte tenu que la formation professionnelle qui les intéresse n'est pas accessible pour l'instant. Beaucoup de jeunes ont entrepris une recherche active d'emploi ou ont trouvé un emploi à temps partiel ou à temps plein.

Une partie des jeunes a atteint l'ensemble des objectifs contenus dans leur plan d'action. Ils étaient très motivés et persévérants, selon les notes à leur dossier. En revanche, d'autres semblent éprouver des difficultés à entreprendre des démarches concrètes pour améliorer leur situation. Au terme de leur participation, plusieurs jeunes reçoivent des prestations d'assistance-emploi.

Selon les dossiers consultés, plusieurs intervenants soulignent avoir rencontré des difficultés à suivre les jeunes et à obtenir de l'information sur leur situation. Les principales raisons sous-jacentes aux difficultés de suivi sont le déménagement, le refus d'être suivi et le non retour d'appel. Une activité utilisée par certains intervenants pour rejoindre les jeunes est celle des retrouvailles entre les anciens participants.

❖ *Bilan*

Selon les données observées, le projet Solidarité Jeunesse a permis à plusieurs jeunes de résoudre leurs difficultés personnelles, de se mettre en recherche active d'emploi, de se trouver un emploi ou de retourner aux études. D'autres jeunes ont décidé de remettre à plus tard leur projet de retourner aux études, compte tenu de leur situation financière fragile ou parce qu'ils avaient été refusés pour le programme de formation professionnelle qui les intéressait. Certains jeunes demeurent difficiles à mettre en action, ils semblent peu motivés et ne parviennent pas à se maintenir dans les démarches qu'ils avaient entreprises.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.

PROFIL ET CHEMINEMENT DES JEUNES PARTICIPANT À SOLIDARITÉ JEUNESSE

ÉLÉMENTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

CENTRE-DU-QUÉBEC

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Direction générale des politiques

En collaboration avec la Sécurité du revenu (DGADGO) et le comité aviseur Solidarité Jeunesse

Octobre 2002

PORTRAIT QUANTITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE
 CENTRE-DU-QUÉBEC

Caractéristiques des jeunes ayant participé
 du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002 ¹

Total d'individus distincts	305	100,0%
Sexe		
Femmes	118	38,7%
Hommes	187	61,3%
Âge		
Moins de 21 ans	231	75,7%
De 21 à 24 ans	74	24,3%
Scolarité ²		
Inférieure au secondaire III	48	34,3%
Inférieure au secondaire V	108	77,1%
Secondaire V et plus	32	22,9%
Situation familiale		
Personnes seules	285	93,4%
Chefs de familles avec enfants	13	4,3%
Type de résidence		
Locataires, HLM	97	31,8%
Chambre, pension	93	30,5%
Résident chez un parent	109	35,7%
Origine		
Nés au Canada	302	99,0%

1. Incluant les participations Solidarité Jeunesse en cours.
2. Proportion calculée à partir des données dont la scolarité est connue, soit 45,9 % du total ou 140 jeunes.

Quelques résultats :

Du 1^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002:

Dans la région du *Centre-du-Québec*

Parmi les 270 jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse (phase intensive), **on a prévenu l'entrée à l'aide sociale de façon durable pour plus de trois jeunes sur dix (31,1 %)** puisqu'en octobre 2002, 84 d'entre eux n'avaient jamais intégré l'aide sociale depuis la fin de leur participation, soit en moyenne depuis 10 mois.

À la suite de Solidarité Jeunesse, **plus du tiers des jeunes (35,2 %) se sont investis dans, en moyenne, 1,7 participations à une mesure ou activité d'Emploi-Québec.** Au total, ils ont réalisé 158 participations réparties comme suit :

- 26 participations à la *Mesure de formation de la main-d'oeuvre* (16,5 %) dont 13 à la Formation générale au secondaire et huit dans un programme préalable à la formation professionnelle;
- 15 participations aux *Projets de préparation pour l'emploi* (9,5 %) dont 11 dans les Entreprises d'insertion;
- 13 participations à la mesure *Subventions salariales* (8,2 %) dont cinq dans des Entreprises privées et cinq dans des Organismes communautaires;
- 90 participations à des *Activités et services d'aide à l'emploi* (57,0 %);
- 14 participations à d'autres mesures ou activités d'Emploi-Québec (8,9 %).

Ainsi, le sixième des participations réalisées par les jeunes sont à la mesure de formation.

18 mois après le début de la participation à Solidarité Jeunesse:

18 mois se sont écoulés depuis le début de la participation pour 39 jeunes. Parmi eux, **au 18^e mois, plus de six jeunes sur dix sont autonomes financièrement (61,5 %).** Ces résultats témoignent cependant des premiers mois seulement d'implantation des projets, alors que tous les mécanismes de concertation et de partenariat n'étaient pas encore en place.

Toujours au 18^e mois, 15 jeunes sont prestataires de l'assistance-emploi dont deux avec des revenus de travail et huit qui participent à une mesure ou un parcours avec Emploi-Québec.

Durant les 18 mois suivant le début de leur participation, neuf de ces 15 jeunes prestataires ont participé à au moins une mesure ou un parcours d'Emploi-Québec.

Du 1^{er} novembre 2000 au 30 juin 2002:

Dans la région du *Centre-du-Québec*

305 jeunes ont participé à Solidarité Jeunesse. Ce sont:

- majoritairement des *hommes* (61,3 %);
- des jeunes de *moins de 21 ans* plus de trois fois sur quatre (75,7 %);
- près de huit jeunes sur dix (77,1 %) qui ont une *scolarité inférieure au secondaire V*, parmi ceux dont la scolarité est connue;
- plus de neuf fois sur dix des *personnes seules* (93,4 %);
- 13 *chefs de familles avec enfant* s (4,3 %) dont 11 *monoparentales* ;
- des jeunes qui *résident chez leurs parents* plus d'une fois sur trois (35,7 %);
- des jeunes *nés au Canada* (99,0 %).

Résultats à la suite de Solidarité Jeunesse

Du 1 ^{er} novembre 2000 au 24 juillet 2002	N	%
Jeunes ayant terminé leur participation à Solidarité Jeunesse	270	100,0%
Jeunes qui n'ont pas été prestataires de l'assistance-emploi ³	84	31,1%
Jeunes ayant participé à au moins une mesure ou activité d'Emploi-Québec	95	35,2%
Nombre moyen de participations	1,7	-
Participations cumulées	158	100,0%
- Mesure de formation	26	16,5%
- Projets de préparation pour l'emploi	15	9,5%
- Subventions salariales	13	8,2%
- Activités et services d'aide à l'emploi	90	57,0%
- Autres mesures ou activités	14	8,9%

3. Nombre de jeunes n'affichant aucun mois de présence à l'aide sociale depuis la fin de leur participation à Solidarité Jeunesse, dont 15 ont participé à une mesure d'Emploi-Québec.

18 mois après le début de Solidarité Jeunesse ⁴

	N	%
Nombre de jeunes ayant cumulé 18 mois post-participation	39	100,0%
Au 18 ^e mois:		
Sont autonomes financièrement ⁵	24	61,5%
Sont prestataires avec des revenus de travail	2	5,1%
Sont en participation avec Emploi-Québec	8	20,5%
Au cours des 18 mois:		
Ont participé avec Emploi-Québec	9	23,1%
Total de mise en mouvement:		
Au 18 ^e mois	34	87,2%
Au cours des 18 mois	35	89,7%

4. Ces données proviennent du modèle de mise en mouvement de la Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle.
5. L'autonomie financière est calculée à partir d'une absence à l'aide sociale d'au moins deux mois consécutifs.

Pour la région du *Centre-du-Québec*, le taux de mise en mouvement est de 89,7 % au cours des 18 mois suivant la participation à Solidarité Jeunesse. Il s'agit de jeunes autonomes financièrement ou, s'ils sont prestataires, de jeunes qui ont des revenus de travail ou qui ont participé avec Emploi-Québec.

PORTRAIT QUALITATIF SOLIDARITÉ JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC¹

❖ *Profil des jeunes*

À l'instar des autres régions, beaucoup de jeunes possèdent quelques expériences de travail mais elles se limitent souvent à des emplois précaires, non spécialisés, et de courte durée (journaliers, camelots, plongeurs, gardiennage d'enfants). On remarque néanmoins que plusieurs jeunes de cette région ont acquis une expérience plus longue du marché du travail, en se maintenant plusieurs mois, voire une année et plus, dans le même emploi.

Par ailleurs, de nombreux jeunes semblent devoir faire face à des difficultés personnelles et/ou familiales qui sont autant d'obstacles à leur cheminement : instabilité familiale ou personnelle, problèmes financiers (endettement), dépendances multiples, délinquance, troubles de santé mentale ou physique.

❖ *Objectifs poursuivis*

Selon les intervenants, de nombreux jeunes ont besoin d'acquérir des compétences. Ainsi, le retour aux études est spécifiquement mentionné comme un objectif à atteindre pour beaucoup d'entre eux. Cependant, l'intégration en emploi, ou le maintien dans l'emploi occupé à l'issue de la phase intensive de participation, semble constituer un objectif pour la quasi-totalité des participants. Pour plusieurs des participants, l'objectif est un emploi à temps partiel afin de pouvoir conjuguer travail et études.

Comme ailleurs, avant de pouvoir atteindre ces objectifs, plusieurs jeunes ont besoin, selon les intervenants, de résoudre certains problèmes personnels nécessitant le recours à une thérapie, l'intervention de travailleurs sociaux ou des CLSC, de réussir à reprendre le contrôle de leur vie ou de leur santé. D'autres doivent faire face aux changements de leur situation (naissance d'un enfant).

❖ *Résultats à court terme*

À l'issue du premier trimestre de suivi, la plupart des jeunes ont été en emploi, au moins quelques jours, dans ces trois mois. Certains s'y maintiennent et en retirent une satisfaction ainsi qu'une certaine fierté. D'autres ont quitté ou ont perdu un, voire même plusieurs emplois, au cours de ce même trimestre, pour diverses raisons : précarité de l'emploi, manque de motivation, conflits d'horaires, problèmes de comportement, désintérêt pour le travail.

Selon les intervenants, beaucoup de jeunes envisagent un retour aux études ou un complément de formation à l'issue du premier trimestre de suivi. Toutefois, seule une minorité de participants a déjà concrétisé son projet en ce sens, et est effectivement aux études à ce stade du suivi. Certains ont même déjà abandonné ce type de projet.

Le premier trimestre semble par ailleurs une échéance encore brève pour que la participation au projet ait permis aux jeunes de s'engager efficacement dans la résolution de leurs problèmes personnels. Certains participants semblent aux prises avec des difficultés personnelles et familiales particulièrement sérieuses, induisant des problèmes de motivation, d'implication dans la participation au projet, et d'instabilité. Comme dans d'autres régions, les intervenants soulignent la récurrence des déménagements au fur et à mesure du suivi des jeunes, ce qui fait en sorte que pour plusieurs, la situation est inconnue.

❖ *Maintien des résultats*

D'après les données dont on dispose, il semble qu'une faible minorité de jeunes soit à l'assistance-emploi à l'issue du troisième trimestre de suivi.

Le projet s'avère donner des résultats très encourageants pour certains jeunes. Plusieurs intervenants insistent sur la résolution des problèmes personnels de certains jeunes ou soulignent que ces difficultés sont en voie d'être résolues, tout particulièrement les problèmes de santé et d'équilibre de vie. En revanche, si un certain nombre ont réussi à se maintenir en emploi, les résultats semblent moins significatifs en ce qui concerne les projets de retour aux études. Certes, on remarque d'heureuses exceptions et certains jeunes semblent très motivés : leur retour aux études est une belle réussite. Mais d'autres ont abandonné leur formation, faute d'avoir pu maintenir leurs efforts pour diverses raisons.

❖ *Bilan*

Des jeunes ont pu, grâce à leur participation au projet, résoudre, au moins en partie, leurs difficultés personnelles, et tout particulièrement leurs problèmes de santé. Plusieurs jeunes ont également réussi leur retour aux études, ou ont acquis une précieuse autonomie financière en parvenant à intégrer le marché du travail de manière stable. En revanche, pour d'autres, les difficultés de départ semblent avoir été trop imposantes pour être surmontées durant cette période.

¹ **NOTE :** Le portrait dressé ici s'appuie sur les données issues de grilles du protocole d'entente (Plan d'action et grille de suivi) complétées par les intervenants des Carrefours jeunesse-emploi et autres organismes participant à Solidarité Jeunesse de cette région. Ces données ne constituent pas l'ensemble du dossier du participant. Pour les fins d'analyse, cent dossiers ont été sélectionnés sur l'ensemble à partir de critères de sélection assurant une diversité de CLE et d'intervenants. Les constats présentés sont de nature qualitative et ne sont pas représentatifs au sens statistique; ils ne peuvent être généralisés.